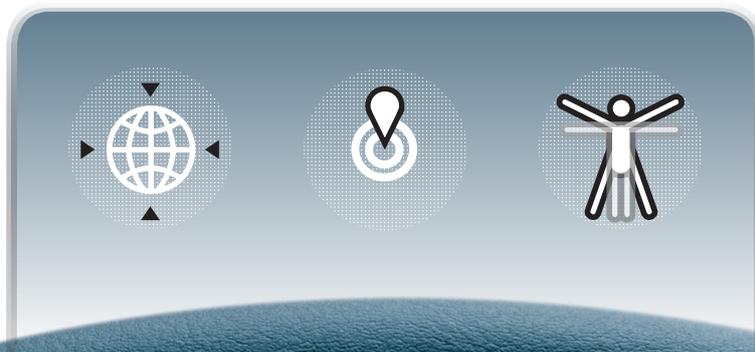


RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2013



Résultats semestriels 2013

SOMMAIRE

I. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE AU 30 JUIN 2013	2
II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ.....	3
1 Facteurs de risques et incertitudes	3
2 Les activités du Groupe.....	4
3 Trésorerie et capitaux propres	19
4 Transactions avec les parties liées	23
III. COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2013	25
Comptes de résultats consolidés	26
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	28
Bilans consolidés.....	30
Tableaux de flux de trésorerie consolidés.....	32
Variations des capitaux propres consolidés.....	34
Notes aux états financiers consolidés	35
IV. DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	65
V. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2013	67

I. ORGANES DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE AU 30 JUIN 2013

Conseil de Surveillance

PRESIDENT

Thierry Peugeot

VICE-PRESIDENTS

Jean-Philippe Peugeot
Jean-Louis Silvant

MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Patricia Barbizet
Louis Gallois
Pamela Knapp
Jean-François Kondratiuk (représentant des salariés)
Jean-Paul Parayre
Robert Peugeot
Thierry Pilenko
Henri Philippe Reichstul
Dominique Reiniche
Marie-Hélène Roncoroni
Geoffroy Roux de Bézieux
Anne Valleron (représentant des salariés actionnaires)

CENSEURS

Marc Friedel
François Michelin
Roland Peugeot

Directoire

PRÉSIDENT

Philippe Varin

MEMBRES DU DIRECTOIRE

Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon
Grégoire Olivier
Jean-Christophe Quémard

II. RAPPORT D'ACTIVITÉ

1. FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES

Principaux facteurs de risques propres au Groupe et à son activité

Dans ses différents métiers, le groupe PSA Peugeot Citroën veille à ce que les risques inhérents à ses activités soient maîtrisés. L'identification des risques, leur évaluation et celle des dispositifs de contrôle associés sont menées en continu par les différentes directions opérationnelles du Groupe, en France comme à l'étranger, au niveau des unités significatives de la division Automobile et des filiales hors Automobile (à l'exception de Faurecia, qui a sa propre démarche). Les principaux facteurs de risques spécifiques auxquels le Groupe peut être exposé sont décrits aux pages 13 et suivantes du Document de Référence 2012 (Chapitre 4)¹, et comprennent notamment :

- **Les risques opérationnels**

Ils comprennent les risques liés à l'environnement économique et géopolitique du Groupe, les risques liés au développement, au lancement et à la vente de nouveaux véhicules, les risques clients et concessionnaires, les risques matières premières, les risques fournisseurs, les risques industriels, les risques environnementaux, les risques liés à la santé et à la sécurité au travail, les risques liés aux coopérations et les risques liés aux systèmes d'information ;

- **Les risques relatifs aux marchés financiers**

Le Groupe est exposé aux variations des taux de change, aux variations des taux d'intérêts, aux risques de contrepartie et de liquidité. Il est également exposé à d'autres risques de marchés liés notamment aux variations des prix des matières premières et aux variations des marchés actions. La situation financière du Groupe est abordée au point 3 : Trésorerie et Capitaux Propres ;

- **Les risques relatifs à l'activité de Banque PSA Finance**

Ils comprennent notamment les risques relatifs aux marchés financiers et au statut d'établissement financier de Banque PSA Finance, les risques opérationnels et les risques de crédit ;

- **Les risques juridiques et contractuels**

Ils comprennent notamment les procédures judiciaires et d'arbitrage, les covenants de crédit, les risques liés aux engagements de retraites et indemnités de fin de carrière, les risques liés aux droits de propriété intellectuelle et les engagements hors bilan.

¹ Le Document de référence 2012 a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 28 mars 2013, conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, sous le numéro D.13-0239.

2. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

2.1 Les faits marquants du semestre

2.1.1 Avancées de l'Alliance avec General Motors

Le premier semestre a vu les premières synergies d'achat entre General Motors et PSA Peugeot Citroën entrer dans leur phase d'exécution.

Une organisation commune des achats en Europe

Les accords signés l'année dernière prévoyaient entre autres la création d'une organisation commune des achats en Europe, adossée à une co-entreprise. Cette structure a maintenant reçu l'approbation de toutes les autorités de la concurrence compétentes et l'organisation commune des achats (Joint Purchasing Organisation – JPO) est opérationnelle depuis le 25 février 2013. Dans une phase de transition, un dirigeant de GM sera chargé de la mise en place de la structure. Il sera remplacé dans un délai maximum d'un an par un vice-président chargé des achats et un vice-président adjoint qui seront alternativement issus de chacun des deux groupes. Les premières négociations communes portant sur les achats ont été réalisées avec une mise en œuvre progressive de politiques et de standards communs.

Un partage équilibré des responsabilités pour le développement de programmes communs

S'agissant du développement en commun de plates-formes et de véhicules, la répartition équilibrée des rôles et des responsabilités permettra à chacun des deux partenaires de tirer le meilleur parti de cette collaboration. Les projets de développement de véhicules et de plateformes sont en cours.

Elargissement de l'alliance

GM et PSA Peugeot Citroën ont confirmé également leur intention de développer de nouveaux projets à l'échelle mondiale pour élargir leur Alliance et saisir de nouvelles opportunités. Dans ce cadre, ils étudient de nouvelles opportunités dans les marchés en croissance, ainsi que le développement d'une nouvelle génération de petits moteurs essence économiques et de haute performance, dérivée du programme PSA de petits moteurs essence (moteur EB).

2.1.2 Produits

2013 est une année particulièrement riche en termes de produits avec 17 lancements sur l'ensemble de l'année, dont 9 au premier semestre, qui permettront de maintenir l'âge moyen de la gamme à un niveau peu élevé (3,5 ans).

Succès des lancements au premier semestre

Peugeot 2008, emblématique de la stratégie de PSA Peugeot Citroën, lancée avec quatre semaines d'avance

La marque Peugeot a dévoilé le 7 janvier 2013 Peugeot 2008, son nouveau crossover urbain, un véhicule emblématique de la stratégie d'internationalisation et de montée en gamme de PSA Peugeot Citroën, ainsi que de son ancrage industriel en France.

Le centre de production de Mulhouse fabrique les véhicules destinés à l'ensemble de l'Europe, mais aussi à l'exportation vers la Turquie, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Japon et la Russie. 150 millions d'euros d'investissements y ont été réalisés à l'occasion du lancement de la Peugeot 2008, notamment dans les installations du ferrage. Peugeot 2008 sera également produite à Wuhan pour la Chine en 2014 et à Porto Real en 2015 (Brésil), pour l'Amérique du Sud.

Peugeot 2008 illustre également l'autre pilier de la stratégie de PSA Peugeot Citroën, la montée en gamme. Capitalisant sur le succès de Peugeot 3008, Peugeot 2008 propose en effet une nouvelle offre urbaine et innovante sur le segment des crossovers compacts. Il s'agit de l'un des nombreux lancements qui contribueront à la stratégie de montée en gamme en 2013, avec la Citroën DS3 Cabrio et les Peugeot 208 GTI et 208 XY.

Grâce à la technologie Diesel e-HDi (avec Stop&Start et Filtre à particules) et aux moteurs essence à 3 cylindres, Peugeot 2008 propose sur son segment une offre très performante en termes d'environnement, avec des émissions de CO₂ à partir de 99 g/km.

Peugeot 2008 constitue un nouvel atout dans la stratégie de PSA Peugeot Citroën, tout en confirmant son ancrage industriel en France.

La direction du site de Mulhouse a annoncé le 25 juin 2013 en Comité d'Etablissement extraordinaire une nouvelle augmentation de la production du crossover urbain Peugeot 2008. Deux mois après son lancement commercial, le Peugeot 2008 bénéficie en effet d'un fort engouement.

A compter du 2 septembre prochain, la production à Mulhouse du Peugeot 2008 augmentera donc, pour passer progressivement de 310 véhicules/jour actuellement à 520 véh./jour à compter de mi-septembre, puis à 615 véh./jour à compter de mi-octobre 2013.

Après l'annonce le 27 mai dernier du montage d'une ½ équipe et la création d'une centaine d'emplois sur le site, cette nouvelle augmentation de la production implique le montage d'une équipe complète sur le système 2, soit environ 200 personnes supplémentaires.

Plus de 36 000 véhicules ont été commandés depuis le mois de mai, avec un mix particulièrement élevé : 73% des commandes sont de niveaux 3 et 4.

Lancement de la Peugeot 208 au Brésil

PSA Peugeot Citroën a lancé le 30 janvier 2013, dans son centre de production de Porto Real (Brésil), la production en série de la Peugeot 208. La cérémonie s'est déroulée en présence de Thierry Peugeot, Président du Conseil de Surveillance, de Philippe Varin, Président du Directoire, de Carlos Gomes, Directeur de la zone Amérique latine, ainsi que de Sergio Cabral, Gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro.

Le Groupe a investi plus de 305 millions d'euros pour développer le véhicule et réaliser les travaux nécessaires dans son centre de production. Celui-ci a notamment été agrandi, afin de porter ses capacités de production, à terme, à 220 000 véhicules/an, contre 150 000/an aujourd'hui.

Journée de l'innovation

Le 22 janvier 2013, plusieurs technologies inédites développées par PSA Peugeot Citroën ont été présentées. Le Groupe a en particulier dévoilé en première mondiale une technologie révolutionnaire :

Hybrid Air, une solution full hybride essence et air comprimé : une technologie innovante mariant l'essence et l'air comprimé, cette technologie en rupture marque une étape clé vers la voiture 2l/100 km.

Des solutions inédites et disponibles dès 2013 sur les véhicules des marques Peugeot et Citroën, pour répondre aux nouvelles attentes des clients, ont également été présentées :

EMP2, la nouvelle plate-forme modulaire mondiale de PSA Peugeot Citroën : « Efficient Modular Platform 2 » a été présentée en avant-première. Cette plate-forme de nouvelle génération apporte des solutions performantes en termes de modularité, d'équipements et de réduction des émissions de CO2

SCR, une technologie innovante pour traiter les oxydes d'azote (NOx) des véhicules Diesel : la Selective Catalytic Reduction (SCR). Par son positionnement en amont du Filtre à Particules additivé (FAP), cette technologie unique permettra de conjuguer élimination des NOx et réduction de la consommation (de -2 à -4% par rapport à Euro5).

Enfin, des innovations préfigurant la voiture de demain ont été exposées :

L'Hybride Eco, une solution d'hybridation accessible au plus grand nombre : cette technologie adaptée aux véhicules essence et Diesel des segments B, C et D permettra de réaliser des gains de 15g de CO2 et jusqu'à 15% de consommation en moins.

Le concept Dedicated-EGR (Exhaust Gas Recirculation) : cette innovation est destinée à améliorer le rendement des motorisations essence et permettre des gains de consommation conséquents.

HYdole, le démonstrateur HYbride à DOminante éLEctrique : pour tester les usages potentiels du véhicule de demain et répondre aux besoins d'autonomie, de confort et d'accessibilité attendus par le client, le Groupe et ses partenaires ont développé un démonstrateur hybride rechargeable pour une conduite du véhicule électrique en toute sérénité.

VéLV, le Véhicule électrique Léger de Ville : ce projet a pour vocation d'apporter une réponse aux besoins des déplacements urbains et périurbains, avec une consommation électrique record de seulement 85 Wh/km parcouru.

PSA Peugeot Citroën a été consacré le 5 avril 2013 par l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI), pour la 6^{ème} année consécutive, **premier déposant de brevets en France avec 1348 brevets publiés en 2012**.

2.1.3 Accord de fin de grève sur le site d'Aulnay

La direction de PSA Peugeot Citroën a signé le 17 mai 2013 avec la CGT un accord mettant un terme à la grève entamée le 16 janvier 2013 sur le site d'Aulnay. Ce conflit concernait environ 130 personnes sur les 2500 salariés du site. Cet accord suit celui signé par cinq organisations syndicales sur six – CFDT, CFTC, CFE/CGC, FO et GSEA - sur les mesures d'accompagnement du plan de réorganisation industrielle.

2.1.4 Mise en œuvre des plans de réorganisation industrielle et de redéploiement des effectifs

Pour faire suite à la réduction de l'activité en Europe, un plan de réorganisation des activités industrielles et de redéploiement des effectifs annoncé en juillet 2012 est mis en œuvre depuis mai 2013, au terme de la procédure de consultation des instances représentatives du personnel. Il comprend les mesures suivantes :

- L'adaptation des effectifs de structure du Groupe.

Le Groupe poursuit la réduction de ses coûts et l'amélioration de son activité opérationnelle ce qui conduit à la diminution de 3 600 emplois répartis sur l'ensemble des sites en France. Cette diminution est réalisée au moyen de départs volontaires. A fin juin, plus de 2 460 intentions de départ volontaire ont été recueillies, dont 1 500 départs prévus à fin décembre.

- L'arrêt des activités de production de l'usine d'Aulnay.

A fin juin, plus de 1 720 intentions de départ volontaire ont été recueillies, sur un effectif de 3 000 personnes.

- L'adaptation du dispositif industriel du site de Rennes, conduisant à un redéploiement des effectifs de 1 400 emplois sur un total de 5 600 salariés.

A fin juin, 490 intentions de départ volontaire ont été recueillies.

Un dispositif exceptionnel de revitalisation des sites d'Aulnay et de Rennes vers des activités nouvelles liées à l'industrie et à l'automobile est mis en place avec l'ensemble des acteurs concernés.

2.1.5 PSA Peugeot Citroën ouvre un cycle de négociation pour bâtir son nouveau contrat social

PSA Peugeot Citroën a ouvert le 29 mai 2013 un cycle de négociations destinées à définir, avec l'ensemble des partenaires sociaux, les solutions participant au redressement de l'entreprise et permettant de maintenir ses bases fortes en France.

Lors de cette première réunion d'ouverture, Philippe Varin Président du Directoire, a défini les trois objectifs de ce nouveau contrat social :

1. Mieux associer les salariés et leurs représentants à la vision stratégique et aux projets d'avenir de l'entreprise,
2. Identifier ensemble les leviers qui contribueront au redressement du Groupe et lui permettront de maintenir ses bases fortes en France,
3. Renouveler et enrichir le dialogue social pour anticiper les projets et les transformations du Groupe, en cherchant à sécuriser l'emploi et les compétences.

2.1.6 Un Directoire resserré autour de Philippe Varin

Le Conseil de Surveillance de Peugeot SA, réuni mardi 12 mars 2013, a nommé par anticipation un Directoire resserré pour PSA Peugeot Citroën, à compter du 2 avril 2013. Le Directoire est composé de 4 membres au lieu de 6 précédemment :

Philippe Varin, Président

Jean-Baptiste de Chatillon, Directeur Financier

Grégoire Olivier, Directeur Asie

Jean-Christophe Quémard, Directeur des Programmes

2.1.7 Nouveaux financements pour le Groupe

PSA Peugeot Citroën a réalisé une émission obligataire de 1 milliard d'euros

PSA Peugeot Citroën a procédé le 28 février 2013 à une émission obligataire d'un montant de 1 milliard d'euros d'une maturité de 5 ans (mars 2018). Cette émission offre un coupon annuel de 7,375%.

BPF obtient l'autorisation temporaire de la Commission Européenne pour l'utilisation de la garantie de l'Etat français

Banque PSA Finance a obtenu le 11 février 2013 l'accord temporaire de la Commission Européenne pour l'utilisation de la garantie de l'Etat Français à titre onéreux sur les titres de créances émis entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016. Cette garantie a été votée le 29 décembre 2012 par le Parlement français et porte sur le principal, les intérêts, frais et accessoires des titres de créance garantis et est accordée pour un encours en principal d'un montant total maximal de 7 milliards d'euros.

Cet accord a été obtenu pour une première tranche de 1,2 milliard d'euros avec une maturité maximale de 36 mois, à utiliser dans les 6 mois à venir, le temps pour la Commission Européenne de donner son avis définitif sur ce soutien. Le processus d'instruction par la Commission européenne, au titre du contrôle des aides d'état à la restructuration, est en cours en vue de l'autorisation définitive de la garantie de l'Etat français aux financements émis par Banque PSA Finance, pour un plafond total de 7 milliards d'euros en principal.

Banque PSA Finance a réalisé le 25 mars 2013 avec succès une émission obligataire à taux fixe à échéance avril 2016 d'un montant de 1,2 milliard d'euros offrant un coupon de 0,625%.

Un comité de suivi de la garantie de 5 membres, intégrant des représentants de l'Etat et du Groupe veille à la bonne mise en œuvre de la garantie.

L'obtention de cette autorisation temporaire sur la garantie, associée aux actions de titrisation et au renouvellement des lignes de financement bancaires, assurent au refinancement de Banque PSA Finance une visibilité et une robustesse en montant et en durée.

BPF lance son premier livret d'épargne DISTINGO

Banque PSA Finance a lancé le 7 mars 2013 son premier livret d'épargne destiné à la clientèle des particuliers en France, sous la marque Distingo.

Depuis son lancement le 7 mars 2013, le livret d'épargne en ligne DISTINGO de PSA BANQUE enregistre d'excellents résultats. Au 30 juin 2013 :

- Plus de 14 500 livrets d'épargne DISTINGO ouverts en seulement 4 mois.
- Plus de 780 millions d'euros d'encours.

Lors de son lancement, BPF avait pris l'engagement de faire de DISTINGO un moteur de l'économie réelle : les fonds collectés sont utilisés pour soutenir les achats de véhicules par la clientèle auprès des réseaux PEUGEOT et CITROËN et pour le financement des stocks du réseau commercial des deux marques.

Dans cette optique, au 30 juin 2013 :

- 256 600 véhicules, dont 200 700 véhicules neufs, ont été achetés grâce aux crédits consentis aux clients des marques PEUGEOT et CITROËN par BPF.
- 590 000 véhicules ont été financés grâce aux crédits consentis par BPF au réseau commercial des marques PEUGEOT et CITROËN.

2.1.8 PSA Peugeot Citroën franchit une nouvelle étape dans son développement en Chine

Philippe Varin, Président du Directoire de PSA Peugeot Citroën, a inauguré le 2 juillet 2013 à Wuhan en Chine la troisième usine opérée par Dongfeng Peugeot Citroën Automobiles (DPCA), la joint-venture du Groupe avec le constructeur chinois Dongfeng.

Cette troisième usine va permettre à DPCA de porter sa capacité de production de 450 000 à 600 000 véhicules/an dès cette année, avant d'atteindre 750 000 véhicules/an en 2015.

L'inauguration de l'usine de Wuhan permet le lancement industriel de la nouvelle Citroën C-Elysée, une nouvelle étape dans l'offensive commerciale de DPCA. L'usine de Wuhan 3 produira également la Peugeot 301 à partir de la fin de l'année 2013.

DPCA confirme clairement son objectif de 5% de part de marché d'ici 2015 grâce à son offensive commerciale en cours.

2.1.9 Cession d'actions BNP Paribas

PSA Peugeot Citroën* a annoncé le 14 mars 2013 avoir cédé avec succès la totalité de sa participation représentant 4 004 695 actions BNP Paribas, soit 0,32% du capital de BNP Paribas, pour un montant total d'environ 177 M€.

Le placement de ces actions s'est effectué au prix de 44,24 euros par action.

A l'issue de cette opération, PSA Peugeot Citroën ne détient plus d'actions BNP Paribas. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique de gestion active du bilan du groupe PSA Peugeot Citroën.

() A travers sa filiale Grande Armée Participations*

2.2 Aperçu des activités commerciales

Faits marquants du 1er semestre 2013

- Ventes de 1 461 000 unités dans le monde
- Part de marché Europe² à 12,2 %
- Part des ventes hors Europe à 41 % (+ 7 points)
- Forte croissance des ventes en Chine, en Argentine et en Algérie.
- Succès des derniers lancements, les Peugeot 208, 301, 2008 et les Citroën DS3 Cabrio et C-Elysée et très bon démarrage pour Citroën C4 Picasso
- Leadership sur le marché des VUL en Europe, avec une part de marché de 21,1 %
- 1^{er} constructeur européen de véhicules hybrides

Au cours du 1er semestre 2013, les marchés automobiles mondiaux ont progressé de 3 %, une légère hausse qui masque d'importantes disparités : - 7 % en Europe, - 5,5 % en Russie, mais une croissance de 6 % en Amérique latine, et même de 16 % en Chine, le 1er marché automobile mondial.

Au sein même de l'Europe, la situation est très contrastée. Les marchés du Sud de l'Europe ont poursuivi leur baisse (-11 % en France, - 5 % en Espagne, - 11 % en Italie), rejoints par l'Allemagne (- 8 %). La Grande Bretagne se distingue avec une croissance du marché automobile de 10 %.

Pour les véhicules montés seuls, dont les ventes s'élèvent à 1 460 000 unités, la baisse se limite à 1,1 %. Les ventes d'éléments détachés en Iran (142 000 unités en 2012) ont été suspendues en février 2012, suite au renforcement des sanctions internationales.

En Europe, dans un marché VP + VUL en baisse de 7 %, les ventes de PSA Peugeot Citroën se sont établies à 855 000 véhicules, en recul de 13 % par rapport au 1er semestre 2012. La part de marché du Groupe atteint 12,2 % contre 12,9 % au 1er semestre 2012, en raison notamment :

- d'un mix marché défavorable au Groupe : les pays où il est le plus présent sont parmi ceux dont les marchés automobiles connaissent les plus fortes baisses (France, Italie, Espagne). En revanche, le Groupe tire parti de la croissance du marché automobile britannique, où ses ventes sont en hausse de 10 %, pour une part de marché de 9,3 %.
- d'un mix canal défavorable sur le premier trimestre, avec une part des véhicules particuliers en réduction par rapport aux flottes, sur lesquelles le Groupe est traditionnellement moins présent.
- d'une contraction du marché des VUL de 7 %, marché sur lequel le Groupe a réaffirmé son leadership avec une part de marché de 21,1 %.
- d'une pression sur les motorisations diesel, impactant le mix global.

Dans un contexte européen durablement déprimé, le Groupe a réussi ses lancements du 1er semestre.

Succès des nouveaux lancements

A peine un an après son lancement commercial, la Peugeot 208 a d'ores et déjà été produite à plus de 420 000 unités en Europe et au Brésil. Au total, elle s'est vendue à 400 000 unités.

La Peugeot 2008, dont la commercialisation a été avancée de 4 semaines, enregistre quant à elle un niveau de commandes largement au-dessus des objectifs, avec plus de 36 000 véhicules depuis son lancement mi-mai. Pour répondre à cette forte demande, la cadence de production va augmenter sur le site de Mulhouse, avec le montage d'une nouvelle équipe. La production de la 2008 sera aussi lancée en Chine en 2014 et au Brésil en 2015.

Le nouveau C4 Picasso 5 places, commercialisé en juin, a déjà été commandé par plus de 8 000 clients. Il constitue la première illustration d'un véhicule construit sur la nouvelle plateforme EMP2 du Groupe, dédiée aux segments C et D, qui offre une compétitivité accrue et des gains de 22 % d'émissions de CO2.

Ces succès s'ajoutent à ceux de la Peugeot 301 et de la Citroën C-Elysée, lancées fin 2012, et qui ont également dépassé leurs objectifs avec un total de 42 000 ventes pour la première, et 29 000 pour la seconde.

La ligne DS de Citroën confirme son succès en dépassant le cap des 360 000 véhicules vendus depuis son lancement.

Montée en gamme

Près d'1 véhicule du Groupe sur 5 appartient à la catégorie des véhicules Premium, confirmant le succès de sa stratégie de montée en gamme.

² Europe = UE + AELE

La réussite de la ligne DS en est une illustration, de même que celle des versions chics et sportives des Peugeot 208, Peugeot 208 XY et GTi.

Le mix de finition élevé des commandes de 2008 en est encore un autre exemple (73 %), de même que la part élevée des immatriculations des versions Hybrid de la 508 (16%).

1er constructeur européen de véhicules hybrides

Grâce aux bons résultats commerciaux de ses quatre modèles équipés de la technologie HYbrid4 (Peugeot 508, 508 RXH, 3008 et Citroën DS5), PSA Peugeot Citroën confirme sa position de 1er constructeur européen de véhicules hybrides, et sa 2ème place en termes de ventes, avec une part de marché de 16,1 % sur le marché européen des hybrides.

Poursuite de la globalisation des ventes

Record de ventes en Chine

En Chine, PSA Peugeot Citroën progresse deux fois plus vite que le marché, avec 278 000 ventes, soit + 33 % dans un marché en croissance de 16 %. Ce record de ventes correspond à une part de marché proche de 4 %. La Peugeot 3008 est un grand succès commercial avec plus de 25 000 facturations en 6 mois. La Citroën C4L enregistre déjà 20 000 facturations en 6 mois, alors que la version majeure 1.8i n'a été lancée qu'en mai dernier.

Au cours du second semestre 2013, DPCA, la joint-venture entre PSA Peugeot Citroën et le chinois Dongfeng, lancera deux nouveaux modèles sur le marché chinois : la Citroën C-Elysée et la Peugeot 301, produites sur le site de Wuhan dans une troisième usine, inaugurée le 2 juillet. Les capacités de production de la JV seront ainsi portées, à terme, à 750 000 unités par an. DPCA vise une part de marché de 5 % en 2015.

Par ailleurs, la joint-venture entre PSA Peugeot Citroën et Changan (CAPSA) débutera au second semestre 2013 la production locale de la Citroën DS5 sur le site de Shenzhen, d'une capacité de production à terme de 200 000 véhicules par an. Au mois d'avril a été inauguré à Shanghai le 1er flagship au monde dédié à la ligne DS, le « DS World ».

Dynamique commerciale en Amérique Latine

Le marché automobile latino-américain continue sa progression avec une croissance au premier semestre de 2013 de 6 % par rapport à l'année dernière. PSA Peugeot Citroën va encore plus loin et affiche une augmentation des ventes plus de deux fois supérieure à celle du marché, à 146 000 unités vendues (+ 20 %) dans la région. La nouvelle stratégie de positionnement des marques et le lancement de nouveaux véhicules portent déjà leurs fruits. Le Groupe connaît en particulier une croissance supérieure à celle du marché en Argentine (+30 %) au Chili (+ 35 %) et au Mexique (+ 32 %).

Au Brésil, la 208, produite localement et commercialisée en avril, s'est d'ores et déjà vendue à 7 500 unités, dépassant l'objectif initial. La 208 complète ainsi le renouvellement de la gamme et marque un début de reprise pour le Groupe dans le principal marché de la région. Sur le semestre, les résultats au Brésil sont restés stables.

Au second semestre, l'arrivée de la 208 en Argentine et le lancement, au Brésil et en Argentine, de la nouvelle berline Citroën C4 Lounge produite dans l'usine de Palomar, viendront renforcer davantage la dynamique du Groupe.

Russie : un début d'année difficile mais plusieurs lancements majeurs à venir

Depuis le début de l'année 2013, le marché russe est en baisse. Dans ce contexte, les ventes du Groupe sont en diminution de 22 %, à 32 000 unités sur le 1er semestre. Au cours de cette période, le Groupe s'est concentré sur le renforcement de ses gammes, présentant 4 nouveaux modèles sur le marché. Avec les lancements commerciaux de la Citroën C4 Sedan (2ème véhicule du Groupe à être totalement produit localement), de la Peugeot 208, et des berlines tricorps Peugeot 301 et Citroën C-Elysée, le Groupe a étendu son offre à de nouveaux segments clés du marché. Cette dynamique commerciale devrait avoir un impact positif sur ses résultats au cours des prochains mois.

Reste du monde : ventes en hausse de 23 %

Dans le reste du monde, le Groupe a vu ses ventes croître de 23 %, grâce en particulier au succès des Peugeot 301 et Citroën C-Elysée. En Algérie notamment, les immatriculations sont en hausse de plus de 66 %, à 58 400 unités, portant la part de marché du Groupe à 22,8 %. En Turquie, le Groupe a vendu plus de 30 100 véhicules au 1er semestre, en hausse de plus de 20 % par rapport au 1er semestre 2012, dans un marché lui-même en croissance de 11,5 %.

Au second semestre, poursuite du rythme soutenu de nouveaux lancements, illustrant le positionnement des marques

L'offensive commerciale se poursuivra au second semestre 2013. Au total, sur l'année, pas moins de 17 véhicules auront été lancés, dont 9 en Europe et 8 dans le reste du monde.

En Europe, la nouvelle Peugeot 308 notamment sera commercialisée à la rentrée, ainsi que le nouveau C4 Picasso en version 7 places.

Le second semestre verra également le lancement de la version turbo du moteur EB, déjà produit à 200 000 unités dans l'usine de Trémery, ainsi que de la ligne d'échappement « Blue HDi », qui permettra aux véhicules diesel du Groupe de respecter la norme Euro VI (applicable fin 2014).

Ce rythme soutenu de nouveaux lancements permettra le maintien en 2013 d'un âge moyen peu élevé de 3,5 ans pour l'ensemble des gammes VP Peugeot et Citroën.

2.3 Examen de la situation financière et du résultat

Les comptes du Groupe au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012, présentés en comparatif des comptes au 30 juin 2013, font l'objet de retraitements par rapport aux comptes antérieurement publiés : *Amendement IAS 19 Avantages au personnel* et Cession de 75% du capital de Gefco.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux Notes 2 et 3 figurant dans les Notes aux Etats financiers consolidés au 30 juin 2013.

2.3.1 Activité et résultat du Groupe au premier semestre 2013

2.3.1.1 Chiffre d'affaires du Groupe

Le Groupe est géré en quatre secteurs principaux :

- la division Automobile qui regroupe principalement les activités de conception, de fabrication et de commercialisation des voitures particulières et véhicules utilitaires de marque Peugeot et de marque Citroën ;
- la division Equipement automobile, constituée du groupe Faurecia spécialisé dans les métiers des systèmes d'intérieur, des sièges d'automobile, d'extérieurs d'automobile et des technologies de contrôle des émissions ;
- la division activités de Financement, qui correspond au groupe Banque PSA Finance, assure le financement des ventes aux clients des marques Peugeot et Citroën ainsi que celui de leurs réseaux de distribution ;
- les autres activités du Groupe incluent notamment celles de la société Peugeot S.A., tête de groupe, et de Peugeot Motocycles.

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé par activité.

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	%
Automobile	18 695	20 203	- 7,5%
Faurecia	9 265	8 765	+ 5,7%
Banque PSA Finance	888	979	- 9,3%
Éliminations inter-activités et autres activités	(1 138)	(1 138)	-
TOTAL	27 710	28 809	- 3,8%

Le chiffre d'affaires Groupe n'inclut pas celui de notre société chinoise Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), entreprise détenue à 50/50, qui est mise en équivalence dans les comptes du Groupe.

Sur le premier semestre 2013, le chiffre d'affaires du groupe PSA Peugeot Citroën est en recul de 3,8% à 27 710 millions d'euros par rapport à 28 809 millions d'euros au premier semestre 2012.

La division Automobile voit son chiffre d'affaires baisser de 1 508 millions d'euros, reflétant principalement la baisse des volumes de vente en Europe. Faurecia a augmenté son chiffre d'affaires de 500 millions d'euros. Banque PSA Finance voit son

chiffre d'affaires baisser de 91 millions d'euros, également impacté par la baisse des volumes en Europe. Les performances de chaque activité sont commentées en section 2.3.1.3.

Le tableau ci-après indique le chiffre d'affaires consolidé et sa répartition relative par zone géographique de commercialisation à la clientèle.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires de PSA Peugeot Citroën	18 695	20 203
Contribution nette au chiffre d'affaires de PSA Peugeot Citroën		
Zone Europe	65,7%	70,7%
Zone Russie	3,2%	3,2%
Zone Asie	7,1%	5,6%
Zone Amérique Latine	9,9%	8,4%
Reste du monde	14%	12,1%
TOTAL	100%	100%

2.3.1.2 Résultat opérationnel courant du Groupe

Le tableau ci-après indique le résultat opérationnel courant par activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Automobile	(510) ³	(657)
Faurecia	256	304
Banque PSA Finance	205	271
Éliminations inter-activités et autres activités	(16)	31
TOTAL	(65)	(51)

Le résultat opérationnel courant du Groupe pour le premier semestre 2013 s'établit à -65 millions d'euros contre une perte de 51 millions d'euros au premier semestre 2012. Le résultat de la division Automobile s'élève à -510 millions d'euros au premier semestre 2013 contre -657 millions d'euros au premier semestre 2012. L'évolution défavorable des volumes, des parts de marché et du change est compensée par un mix produit positif et par l'effet favorable de la production et des achats. Les dépréciations d'actifs exceptionnelles constatées en 2012 (IAS 36), génèrent une baisse de la charge d'amortissement impactant favorablement le résultat de la division Automobile pour 309 millions d'euros au premier semestre 2013. La performance de Faurecia à 256 millions d'euros, en baisse de 15,8%, est impactée elle aussi par la crise en Europe. Concernant BPF, son résultat en baisse de 24,4% à 205 millions d'euros, est marqué par le marché européen et l'évolution du coût de financement.

2.3.1.3 Analyse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant par division

Activité automobile

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires	18 695	20 203
Résultat opérationnel courant	(510)	(657)
% du chiffre d'affaires	-2.7%	-3.3%

³ Les dépréciations exceptionnelles d'actifs constatées en 2012 (IAS 36) sur la division Automobile ont généré une baisse des charges d'amortissement, générant un effet positif de 309 M€, enregistré en production et achats, R&D et coûts de production.

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2013, le marché automobile mondial a enregistré une progression de 3%. Cette croissance a été tirée par le dynamisme des marchés en Chine et aux Etats-Unis, respectivement en hausse de 16% et 8%, et par le marché d'Amérique latine qui affiche une croissance de 6%.

En Europe, dans un environnement marqué par des conditions économiques très dégradées, le marché a enregistré une baisse de 7% mais avec des évolutions très contrastées : France : -11%, Allemagne : -8%, Royaume-Uni : +10%, Espagne : -5%, Italie : -11%.

Dans ce contexte, le Groupe, très présent en Europe, et en particulier en France, Espagne et Italie a vu ses ventes mondiales reculer de 9,8%, à 1 461 millions de véhicules montés et ensembles d'éléments détachés.

En Europe, les ventes de véhicules montés du Groupe ont baissé de 12,8% au premier semestre 2013 et ont cru de 22% hors d'Europe. Ces dernières ont représenté 41% du total contre 34% au premier semestre 2012 (hors CKD).

Les volumes de ventes de véhicules montés hors Chine (l'activité Chine étant consolidée par mise en équivalence) sont en retrait de 6,7%. Les ventes d'éléments détachés sont en retrait de 99,6%. Le renforcement des sanctions à l'encontre de l'Iran a induit une impossibilité de financer l'activité de vente d'éléments détachés vers cette destination, ce qui a conduit le Groupe, en conformité avec les réglementations internationales, à suspendre cette activité depuis février 2012.

Le chiffre d'affaires de l'automobile, à 18 695 millions d'euros, est en recul de 7,5 % par rapport au premier semestre 2012, dans un marché européen en baisse de 7%.

Le chiffre d'affaires véhicules neufs au premier semestre 2013, à 13 174 millions d'euros contre 14 778 millions d'euros au premier semestre 2012, est en recul de 10,9%. Le mix produit continue d'être favorable à +0,8% après un premier semestre 2012 déjà fort à +3,5%, et confirme la montée en gamme progressive des marques Peugeot et Citroën. Cet effet ne suffit pas à compenser la forte contraction des volumes (-7,4%) reflétant celle des marchés européens, accentuée par l'exposition du Groupe aux marchés d'Europe du sud ainsi que les perturbations sur les ventes des Citroën C3 dus aux arrêts de production de l'usine d'Aulnay au premier semestre. L'effet change est négatif (-2,3% sur le semestre) ; l'effet prix et le mix pays sont légèrement défavorables sur le semestre à -0,5% chacun et l'effet « autres » à -0,9% concerne principalement l'arrêt de l'activité de vente de pièces détachées en Iran.

La part de marché du Groupe a baissé de 0,7 point en Europe en s'établissant à 12,2% contre 12,9% au premier semestre 2012. Ce recul s'explique en grande partie par le choix d'une politique de prix stricts, par le mix géographique défavorable, ainsi qu'une contraction du marché des véhicules utilitaires de 6,5% et une pression sur les motorisations diesel.

La part des ventes du Groupe a continué de progresser hors d'Europe, s'établissant à 41% :

- Le marché chinois des véhicules particuliers est en hausse de 16% au premier semestre 2013. Le Groupe progresse deux fois plus vite que le marché avec des ventes en progression de 33%. Soutenu parallèlement par le développement des réseaux de distribution, le Groupe PSA a vendu au total 278 000 véhicules en Chine au premier semestre 2013. La part de marché s'est établie à 3,8% contre 3,4% au premier semestre 2012.
- Au premier semestre 2013, le marché russe est en baisse de 6%. Avec 32 000 véhicules vendus, PSA Peugeot Citroën affiche une baisse de 22%. Le Groupe a réalisé une part de marché de 2,4%, en baisse de 0,4 point par rapport au premier semestre 2012. Le Groupe s'est concentré sur le renforcement de sa gamme qui devrait avoir un impact positif au cours des prochains mois.
- Le marché d'Amérique latine continue sa progression au premier semestre 2013, et enregistre une croissance de 6% : Brésil +5%, Argentine +8%. Dans ce contexte, les ventes du Groupe se sont élevées à 146 000 véhicules, en hausse de 20% grâce à la nouvelle stratégie de positionnement des marques et aux nouveaux lancements. La part de marché passe de 5,0% à 5,1% au premier semestre 2013.

Dans un contexte européen durablement déprimé, le Groupe a réussi ses lancements du premier semestre et a poursuivi sa stratégie de montée en gamme. La part des ventes de véhicules Premium s'établit à 19%, stable par rapport au premier semestre 2012.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant automobile s'élève à -510 millions d'euros au premier semestre 2013 contre -657 millions d'euros au premier semestre 2012.⁴

⁴ Les dépréciations exceptionnelles d'actifs constatées en 2012 (IAS 36) sur la division Automobile ont généré une baisse des charges d'amortissement, générant un effet positif de 309 M€, enregistré en production et achats, R&D et coûts de production.

Les facteurs ayant contribué à la variation du résultat opérationnel courant de la division Automobile sont les suivants :

Environnement économique

L'évolution de l'environnement économique a eu un impact négatif de 396 millions d'euros sur le résultat opérationnel courant.

- La contraction de la demande de marché a généré un effet négatif de 197 millions d'euros sur le résultat
- Le change et les autres effets ont eu un impact négatif de 113 millions d'euros, comprenant notamment l'effet change dont l'impact est négatif de 120 millions d'euros, principalement dû à la dépréciation de l'euro par rapport au peso argentin.
- L'évolution des coûts de production a eu un impact négatif de 86 millions d'euros, comprenant +24 millions d'euros liés aux matières premières.

Performance de la Division Automobile

La performance de l'activité Automobile a contribué positivement au résultat opérationnel courant à 543 millions d'euros au premier semestre 2013.

- L'amélioration du mix produit s'est poursuivie avec +186 millions d'euros liée aux lancements récents.
- L'amélioration des coûts de production et autres frais s'est poursuivie avec +498 millions d'euros ainsi qu'un gain sur les frais de recherche et développement de 82 millions d'euros, incluant l'impact positif suite à la dépréciation exceptionnelle des actifs de la division Automobile constatée en 2012.
- Ces effets positifs ont compensé l'impact de la baisse des parts de marché de -99 millions d'euros due aux marchés européens fortement déprimés, et la pression sur les prix maîtrisée à -67 millions d'euros.

Faurecia

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires	9 265	8 765
Résultat opérationnel courant	256	304
% du chiffre d'affaires	2,8%	3,5%

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires total de Faurecia a atteint 9 265 millions d'euros au premier semestre de 2013, soit une hausse de 5,7% (3,9% à données comparables) par rapport au premier semestre de 2012.

Les ventes de produits (pièces et composants livrés aux constructeurs) se sont élevées à 7 138 millions d'euros au premier semestre de 2013, en progrès de 5,7% (3,2% en données comparables). Faurecia a ainsi surperformé le marché automobile dans toutes les régions.

Hors d'Europe, les ventes de produits progressent de 18,0% et ont surperformé significativement la production automobile dans toutes les régions. Le Groupe a ainsi poursuivi le rééquilibrage géographique de ses ventes sur le semestre : l'Amérique du Nord a représenté 28% des ventes de produits, l'Asie 11% et l'Amérique du Sud 5%.

En Europe, les ventes de produits ont enregistré une baisse de 2,8% à 3 884 millions d'euros, soit moins que la baisse de la production automobile sur le semestre, estimée à 3,7%. Les ventes hors d'Europe représentent sur le semestre 46% des ventes produits du Groupe, contre 41% au premier semestre de 2012.

En Amérique du Nord, les ventes de produits se sont établies à 1 996 millions d'euros, en hausse de 17,8% tandis que la production automobile progressait de 3,5% sur le semestre. La progression a été portée par la forte croissance des activités systèmes d'intérieur et sièges d'automobile. Fruit de sa forte croissance sur ce marché, Faurecia est devenu en 2012 le 5ème plus grand équipementier automobile.

En Asie, les ventes de produits ont enregistré une forte croissance de 22,8% à 799 millions d'euros, avec une croissance de 27,4% en Chine. Sur la période, la production automobile a progressé de 2,6% en Asie et de 12,7% en Chine. Sur le marché chinois, Faurecia poursuit son offensive avec le lancement d'une nouvelle JV avec Chang'an pour les systèmes d'intérieur, la croissance de son activité sièges, l'ouverture d'un nouveau centre de R&D à Shanghai et le partenariat avec FAW Foundry pour le développement de structures de sièges en magnésium. Ainsi, à l'horizon 2016, Faurecia vise un doublement de ses ventes totales à 3,3 milliards d'euros.

En Amérique du Sud, les ventes de produits sont en hausse de 17% à 371 millions d'euros, tandis que la production automobile augmentait de 14,9%.

Ventes de produits par activité

La croissance a été la plus forte sur le semestre pour l'activité Systèmes d'Intérieur, reflétant la hausse de l'activité avec Ford suite à l'acquisition de l'usine de Saline (Michigan, Etats-Unis), et pour l'activité Extérieurs d'Automobile, qui profite de l'intégration de Sora Composites et de Plastal Hambach (France), qui fournit au groupe Daimler les carrosseries de la Smart.

Sièges d'automobile

Les ventes de produits ont atteint 2 592 millions d'euros, en hausse de 1,3%. L'activité en Asie et en Amérique du Nord compense la baisse en Europe.

Systemes d'intérieur

Les ventes de produits ont atteint 1 985 millions d'euros (dont 203 millions d'euros provenant des sociétés nouvellement acquises, principalement Saline), soit une hausse de 14,5%, soutenues par une bonne dynamique en Amérique du Nord, en Asie et une activité quasi stable en Europe.

Technologies de contrôle des émissions

Les ventes de produits ont atteint 1 701 millions d'euros, en hausse de 2,5%, générées pour 66% hors d'Europe et soutenues par une forte croissance en Chine et en Amérique du Sud.

Extérieurs d'automobile

Les ventes de produits ont atteint 860 millions d'euros, en hausse de 7,4%. En Europe, elle surperforme un marché en baisse de 4%, qui représente 92% de ses ventes de produits.

Résultat opérationnel courant

La marge opérationnelle du premier semestre 2013 ressort à 256 millions d'euros, soit 2,8% du chiffre d'affaires total, par rapport à 304 millions d'euros (3,5%) sur le premier semestre 2012. Ce recul s'explique principalement par une contribution moins élevée de l'Europe, impactée par la poursuite de la baisse de la production automobile européenne. Le programme de réduction des frais fixes, qui est maintenant déployé, contribuera sur l'année à une baisse des coûts de 50 millions d'euros et de 100 millions d'euros en 2014. En Amérique du Nord, la marge opérationnelle est en progrès par rapport au second semestre de 2012 (+33 millions d'euros).

Banque PSA Finance

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Chiffre d'affaires	888	979
Produit net bancaire	458	542
Résultat opérationnel courant	205	271
<i>% du chiffre d'affaires</i>	<i>23,1%</i>	<i>27,7%</i>

Chiffre d'affaires

Les activités de Banque PSA Finance ont continué de résister à la crise qui frappe le marché européen, grâce à une augmentation du taux de pénétration des véhicules neufs, à un niveau historique pour un premier semestre, de 28,4% à fin juin 2013. En légère progression par rapport au premier semestre 2012 de +0,3 point, ce résultat est la confirmation d'une très bonne dynamique commerciale avec les Marques du Groupe.

Concernant les volumes, compte tenu du ralentissement des marchés et de son impact sur les immatriculations des véhicules du Groupe en retrait de 9,3%, le nombre de contrats de financement de véhicules neufs au client final est en baisse de 8,3% pour s'établir à 292 005 dossiers PSA contre 318 457 au premier semestre 2012.

Du fait des variations importantes d'un pays à l'autre liées aux effets continus de la crise financière sur le marché automobile, BPF a enregistré une baisse des volumes de financements de véhicules neufs et véhicules d'occasion, à la clientèle finale au premier semestre 2013, avec 375 820 contrats contre 413 531 au premier semestre 2012.

En montant, les nouveaux financements consentis à la clientèle finale au premier semestre 2013 s'établissent à 3 900 millions d'euros, contre 4 327 millions d'euros au premier semestre 2012, en retrait de 9,9%.

Les encours de crédit à la clientèle finale s'élèvent à 16 475 millions d'euros à fin juin 2013, contre 17 007 millions d'euros à fin juin 2012. L'encours de financement aux réseaux de distribution s'établit à fin juin 2013 à 5 894 millions d'euros, à comparer à

6 054 millions d'euros à fin juin 2012, en baisse de 2,6%. Au total, l'encours de crédit de Banque PSA Finance est en baisse de 3% pour s'établir à 22 369 millions d'euros au 30 juin 2013, contre 23 061 millions d'euros à fin juin 2012.

Le nombre moyen de prestations d'assurances et de services vendues au client final souscrivant un financement a atteint un niveau historique de 1,81 au premier semestre 2013, en augmentation comparée à la moyenne de 1,67 prestation pour les 6 premiers mois de 2012, notamment grâce à une bonne performance de l'assurance automobile.

Le chiffre d'affaires de Banque PSA Finance s'établit au premier semestre 2013 à 888 millions d'euros, en retrait de 9,3% par rapport au premier semestre 2012 (979 millions d'euros).

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Encours de crédit par segment de clientèle (y compris encours titrisés)		
• Corporate Réseau	5 894	6 054
• Client Final (Retail & Corporate et assimilés)	16 475	17 007
TOTAL BANQUE PSA FINANCE*	22 369	23 061

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Encours de crédit (y compris encours titrisés)		
• France	8 388	8 572
• Europe hors France	12 198	12 626
• Reste du monde	1 783	1 863
TOTAL BANQUE PSA FINANCE*	22 369	23 061

* Hors réévaluation des portefeuilles de taux.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de Banque PSA Finance s'élève à 205 millions d'euros au 30 juin 2013, à comparer à 271 millions d'euros au 30 juin 2012.

- Le produit net bancaire diminue de 15,5% à 458 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 542 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette diminution s'explique essentiellement par l'augmentation du coût de refinancement (conséquence de la baisse des notations court et long terme de Banque PSA Finance sur les 12 derniers mois) qui n'a pas pu être complètement répercutée aux réseaux ainsi qu'à la clientèle finale, mais également par la baisse importante des encours nets moyens (-1,8 milliards d'euros sur les 12 derniers mois).
- Le coût du risque ressort à 60 millions d'euros au 30 juin 2013, soit 0,55% des encours nets moyens, contre 79 millions d'euros au 30 juin 2012, soit 0,66% des encours nets moyens. Le coût du risque retail (particuliers et petites entreprises) s'élève au 30 juin 2013 à 56 millions d'euros contre 70 millions d'euros au 30 juin 2012. Cet écart positif est lié principalement aux ajustements de taux de dépréciation en forte réduction au premier semestre 2013 (environ 10 millions d'euros) par rapport au premier semestre 2012 (environ 19 millions d'euros). Les encours douteux et douteux compromis au 30 juin 2013, dans un contexte de risque maîtrisé, sont stables par rapport au 30 juin 2012. Le coût du risque corporate hors réseau et assimilés atteint une valeur de 1 million d'euros et le coût du risque corporate réseau représente 3 millions d'euros au 30 juin 2013 contre une valeur de 6 millions au 30 juin 2012.
- Les charges générales d'exploitation et assimilées demeurent maîtrisées au 30 juin 2013 à 193 millions d'euros, malgré la prise en compte des investissements nécessaires, notamment marketing, pour le lancement de la nouvelle activité du livret d'épargne de PSA Banque au 1er trimestre 2013.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport semestriel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

2.3.2 Autres éléments du compte de résultat

2.3.2.1 Résultat opérationnel

Les charges opérationnelles non courantes s'établissent à 211 millions d'euros à comparer à une charge de 687 millions d'euros au premier semestre 2012.

Les pertes de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de la division Automobile s'élèvent à 73 millions d'euros au premier semestre 2013.

Les frais de rationalisation des structures s'élèvent au premier semestre 2013 à 134 millions d'euros, dont 89 millions d'euros concernant la division Automobile et 39 millions d'euros relatifs à Faurecia. Les frais de rationalisation du groupe Faurecia incluent des coûts de restructuration de 37 millions d'euros.

Les produits opérationnels non courants s'établissent à 241 millions d'euros contre 267 millions d'euros au premier semestre 2012 et comprennent pour l'essentiel des reprises sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de la division Automobile.

Pour plus de détails, veuillez vous reporter à la Note 7 figurant dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2013.

Dans ce contexte, le résultat opérationnel au premier semestre 2013 est une perte de 35 millions d'euros par rapport à une perte de 471 millions d'euros au premier semestre 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Automobile	(431)	(1 273)
Faurecia	215	267
Banque PSA Finance	205	271
Autres activités et holding	(24)	264
TOTAL PSA PEUGEOT CITROËN	(35)	(471)

2.3.2.2 Résultat Financier

Le résultat financier, correspondant au solde des produits sur prêts, titres de placement et trésorerie, des charges de financement et des produits et charges à caractère financier, s'élève au premier semestre 2013 à -246 millions d'euros, contre -268 millions d'euros au premier semestre 2012.

Cette diminution s'explique par le produit de cession des titres BNP (89 millions d'euros) qui compense en partie la hausse des frais financiers liés aux dernières émissions obligataires (600 millions d'euros en avril 2012 et 1 000 millions d'euros en février 2013).

2.3.2.3 Impôts sur les résultats

Le montant de l'impôt sur les résultats ressort à 211 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 90 millions d'euros au premier semestre 2012. Les impôts différés actifs sur déficits générés par les pertes fiscales du semestre n'ont pas été reconnus pour 371 millions d'euros.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la Note 8 dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2013.

2.3.2.4 Résultat net des sociétés mises en équivalence

Le résultat net des sociétés mises en équivalence au premier semestre 2013 est un produit de 96 millions d'euros à comparer à un produit de 47 millions d'euros au premier semestre 2012 et de 84 millions d'euros à périmètre 2013. Les sociétés mises en équivalence comprennent pour l'essentiel, d'une part, Dongfeng Peugeot Citroën Automobile (DPCA), Changan PSA Automobiles (CAPSA), d'autre part, les coopérations avec d'autres constructeurs automobiles lorsqu'elles font l'objet d'une structure juridique spécifique, ce qui est le cas pour les coopérations avec Fiat, Toyota et Renault.

La contribution de DPCA au résultat est de 96 millions d'euros au premier semestre 2013 à comparer à 71 millions d'euros au premier semestre 2012.

Pour plus de détails sur le résultat net des sociétés mises en équivalence, veuillez vous référer à la Note 10 dans les Notes aux États financiers consolidés au 30 juin 2013.

2.3.2.5 Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies est une perte de 396 millions d'euros au premier semestre 2013 contre une perte de 782 millions d'euros au premier semestre 2012.

2.3.2.6 Résultat net des activités destinées à être cédées

Le résultat net des activités destinées à être cédées est une perte de 2 millions d'euros au premier semestre 2013 à comparer à un gain de 38 millions d'euros au premier semestre 2012.

2.3.2.7 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé est une perte de 398 millions d'euros au premier semestre 2013 contre une perte de 744 millions d'euros au premier semestre 2012.

2.3.2.8 Résultat net consolidé – part du groupe

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort à -426 millions d'euros au premier semestre 2013 à comparer à -818 millions d'euros au premier semestre 2012.

2.3.2.9 Résultat net par action

Par action, le résultat net, part du groupe, représente une perte de 1,25 euros, à comparer à une perte de 2,72 euros au premier semestre 2012. Le résultat net, part du groupe dilué, représente une perte de 1,25 euros par action de 1 euro à comparer à une perte de 2,73 euros au premier semestre 2012.

Veillez vous référer à la Note 9 des États financiers consolidés au 30 juin 2013.

2.4 Perspectives

Dans ce contexte, le Groupe s'attend à un repli du marché automobile en Europe en 2013 de l'ordre de 5%, à une croissance de l'ordre de 10% en Chine, de 2% en Amérique latine et à un repli de 5% en Russie.

Free cash flow opérationnel : le Groupe a pour objectif de réduire au moins par deux sa consommation en 2013 et confirme la tendance annoncée d'une réduction très significative en 2014.

3. TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES

3.1 Capitaux propres de l'émetteur

À 9 559 millions d'euros au 30 juin 2013, les capitaux propres du Groupe sont en retrait par rapport au niveau atteint à fin décembre 2012 (10 167 millions d'euros). L'écart provient principalement de la prise en compte du résultat net du semestre.

Au 30 juin 2013, le capital social se compose de 354 848 992 actions d'une valeur nominale d'un euro. Le Groupe détient 12 788 627 de ses propres titres qui lui permettent de couvrir ses besoins au titre d'un futur contrat de liquidité, les plans d'attribution de stock-options, et de couvrir pour partie l'émission OCEANE de juin 2009. Au premier semestre 2013, aucun rachat d'actions propres n'a été effectué.

3.2 Position financière nette des activités industrielles et commerciales et ratio d'endettement net

Les passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 12 151 millions d'euros contre 10 734 millions d'euros au 31 décembre 2012 (voir la Note 19.1 des États financiers consolidés au 30 juin 2013). Cette évolution s'explique principalement par l'émission obligataire de Peugeot S.A. de 1 000 millions d'euros réalisée en février 2013. Les actifs financiers des activités industrielles et commerciales s'élèvent à 8 830 millions d'euros au 30 juin 2013 contre 7 586 millions d'euros au 31 décembre 2012.

La position financière nette des activités industrielles et commerciales s'établit au 30 juin 2013 à -3 321 millions d'euros, à comparer à -3 148 millions d'euros à fin décembre 2012 (voir Note 19 des États financiers consolidés au 30 juin 2013). La dette nette de Faurecia représente 1 853 millions d'euros, en réduction par rapport à 1 892 millions d'euros en 2012. La dette nette de l'Automobile (Sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia) s'est accrue de 212 millions d'euros sur la période à 1 468 millions d'euros.

La marge brute d'autofinancement du premier semestre 2013 s'élève à 717 millions d'euros (incluant les flux liés aux restructurations de -177 millions d'euros) et est en baisse par rapport à celle du premier semestre 2012 (1 120 millions d'euros), reflétant notamment les moindres flux de trésorerie dégagés par la division Automobile sur le semestre.

Le BFR évolue positivement de 253 millions d'euros grâce à un niveau de stock bien contrôlé (-165 millions d'euros). Les créances clients évoluent de -727 millions d'euros et les dettes fournisseurs reflètent la saisonnalité à +986 millions d'euros. Le poste « Autres variations du BFR » évolue de +159 millions d'euros par rapport au 30 juin 2012.

Les investissements corporels et incorporels nets et dépenses de recherche et développement capitalisées se sont élevés au premier semestre 2013 à 1 230 millions d'euros afin de soutenir le développement du Groupe en Europe et à l'international ainsi que la dynamique produits. Leur réduction de 764 millions d'euros au premier semestre 2013 confirme l'objectif de réduction sur l'année 2013.

Le Groupe a également réalisé divers investissements financiers pour un montant de 77 millions d'euros, essentiellement pour la JV chinoise CAPSA.

Le versement des dividendes des filiales du Groupe a atteint 286 millions d'euros au premier semestre 2013, dont 281 millions d'euros provenant de BPF.

Le free cash flow⁵ ressort à -51 millions d'euros contre -449 millions d'euros au premier semestre 2012. Le free cash flow opérationnel, hors décaissements pour restructurations de 177 millions d'euros et hors éléments exceptionnels pour 77 millions d'euros (comprenant essentiellement le financement de CAPSA) ressort positif à 203 millions d'euros.

Le ratio d'endettement net au 30 juin 2013 se situe à 35% contre 31%⁶ à fin 2012.

⁵ Free Cash flow des sociétés industrielles et commerciales : les dividendes reçus de Banque PSA Finance sont depuis 2010 inclus dans le Free Cash Flow. Celui-ci est égal à : flux liés à l'exploitation – flux liés aux investissements + dividende net reçu des sociétés du Groupe.

⁶ Après retraitement IAS19R

3.3 Sources et montant des flux de trésorerie consolidés et description de ces flux

3.3.1 Flux de trésorerie consolidés

Pour une information détaillée, veuillez vous référer au tableau de Flux de trésorerie consolidés dans les États financiers consolidés au 30 juin 2013.

3.3.2 Flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie des activités industrielles et commerciales pour les premiers semestres 2013 et 2012 :

(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	
	30 juin 2013	30 juin 2012
Résultat net	(547)	(983)
Marge brute d'autofinancement	717	1 120
Variation des actifs et passifs d'exploitation	253	(271)
Flux liés à l'exploitation	970	849
Flux liés aux investissements	(1 307)	(1 830)
Flux des opérations financières	2 904	3 472
Mouvements de conversion	(48)	19
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	2 519	2 510
Trésorerie générée par les activités destinées à être cédées	(31)	182
Trésorerie nette d'ouverture	5 399	4 692
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies	7 887	7 384

Flux d'exploitation des activités industrielles et commerciales

La marge brute d'autofinancement des activités industrielles et commerciales s'établit à 717 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 1 120 millions d'euros au premier semestre 2012. Elle représente 2,7% du chiffre d'affaires des sociétés industrielles et commerciales, contre 4% au premier semestre 2012.

La variation du besoin en fonds de roulement s'élève à +253 millions d'euros et s'explique principalement par la maîtrise des stocks (-165 millions d'euros) et des dettes fournisseurs (+986 millions d'euros).

En conséquence, les flux liés à l'exploitation des activités industrielles et commerciales présentent un solde positif de 970 millions d'euros, contre 849 millions d'euros au premier semestre 2012.

Le tableau ci-dessous illustre les niveaux de stock de voitures neuves du Groupe et du réseau indépendant :

(en milliers d'unités)	30 juin 2013	30 juin 2012	30 juin 2011
Groupe	216	225	308
Réseau indépendant	220	243	237
TOTAL	436	468	545

Le niveau de stock au 30 juin 2013 s'élève à 436 000 véhicules neufs, représentant ainsi un ratio de 72 jours d'écoulement⁷ en ligne avec l'objectif annoncé. Au 30 juin 2012, le niveau de stock était de 468 000 véhicules neufs représentant 72 jours de rotation.

Flux d'investissement des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux investissements des activités industrielles et commerciales s'établissent à la fin juin 2013 à -1 307 millions d'euros, à comparer à -1 830 millions d'euros fin juin 2012. Ces investissements, au-delà de ceux réalisés par la division Automobile, comprennent les investissements réalisés par Faurecia. Les dépenses de développement capitalisées s'établissent à 434 millions d'euros contre 589 millions d'euros au premier semestre 2012 (voir la Note 6 des États financiers consolidés au 30 juin 2013).

⁷ Ratio d'écoulement : ratio calculé sur la base des ventes prévisionnelles des 3 prochains mois.

Flux des opérations financières des activités industrielles et commerciales

Les flux liés aux opérations financières des activités industrielles et commerciales s'établissent à 2 904 millions d'euros contre 3 472 millions d'euros au 30 juin 2012. Cette variation provient notamment :

- De la variation des autres actifs et passifs financiers qui s'élève à 2 641 millions d'euros intègre notamment une augmentation des emprunts de 1 369 millions d'euros et de la diminution des actifs financiers de 1 375 millions d'euros ;
- Du dividende de BPF de 281 millions d'euros.

Trésorerie nette de clôture des activités industrielles et commerciales

Compte tenu des flux d'exploitation, des flux d'investissements et des flux des opérations financières ci-dessus détaillés et après prise en compte des mouvements de conversion négatifs de 48 millions d'euros et de la trésorerie générée par les activités destinées à être cédées de -31 millions d'euros, la trésorerie nette de clôture s'élève à 7 887 millions d'euros, contre 5 399 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Sécurité financière des activités industrielles et commerciales

La sécurité financière des activités industrielles et commerciales s'élève fin juin 2013 à 11 759 millions d'euros contre 10 574 millions d'euros au 31 décembre 2012, avec 8 559 millions d'euros de trésorerie et d'actifs financiers courants et non courants et 3 200 millions d'euros de lignes de crédit non tirées.

3.3.3. Trésorerie nette de clôture des activités de financement

A fin juin 2013, la trésorerie de Banque PSA Finance s'établit à 2 296 millions d'euros contre 1 669 millions d'euros fin décembre 2012 (voir la Note 35 des États financiers consolidés au 31 décembre 2012).

3.4. Financement et ressources de liquidité

3.4.1. Activités industrielles et commerciales

Compte tenu de l'environnement économique actuel, afin de répondre aux besoins généraux du Groupe et notamment de financer son activité et ses projets de développement, le Groupe a poursuivi une politique de financement proactive et diversifiée, et de gestion prudente des liquidités. Ces opérations lui ont permis d'anticiper les échéances de refinancement de 2014 dans des conditions favorables, en maintenant la maturité de sa dette et en renforçant ainsi la solidité de son bilan.

Dans ce contexte, le Groupe a effectué plusieurs opérations de refinancement au cours du premier semestre 2013 :

- Le 28 février 2013, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros à échéance mars 2018, assortie d'un coupon annuel de 7,375% ;
- Le 24 avril 2013, Peugeot Citroën Automobiles a remboursé à l'échéance le prêt de 400 millions d'euros accordé par la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.). Par ailleurs, un accord a été obtenu de la B.E.I. pour un nouvel emprunt de 300 millions d'euros non encore tiré au 30 juin 2013 ;
- Sur le premier semestre, Peugeot Citroën do Brasil a souscrit de nouveaux emprunts, principalement auprès de la Banco Nacional Do Desenvolvimento (B.N.D.E.S.), pour un montant total de 188 millions d'euros ;

Par ailleurs, Peugeot S.A. et le GIE PSA Trésorerie disposent d'une ligne de crédit confirmée, d'un montant de 2 400 millions d'euros. Cette facilité était non tirée au 30 juin 2013. Faurecia dispose de lignes de crédit confirmées non tirées qui s'élèvent au 30 juin 2013 à 800 millions d'euros, après avoir procédé au tirage d'une partie de ses lignes pour un montant de 50 millions d'euros au premier semestre 2013.

Pour plus de détails, veuillez vous référer à la Note 19.3 dans les États financiers consolidés au 30 juin 2013.

3.4.2. Banque PSA Finance

BPF a fait appel à différentes sources de financement en 2013 : dépôts bancaires (lancement du livret d'épargne « DISTINGO » le 7 mars 2013), obligations, titrisations ainsi que des lignes de back up syndiquées et revolving bilatérales.

Au 30 juin 2013, 23% des financements provenaient de crédits bancaires tirés, 44% du marché des capitaux, 25% d'opérations de titrisations sur les marchés, 5% de financements d'origine publique comme la BCE ou SFEF (Société de Financement de l'Economie Française, qui a levé des fonds en 2008 et 2009 afin de les prêter aux banques et aux institutions financières durant la précédente crise), et 4% de l'activité de dépôt bancaire mise en place en mars 2013. Au 31 décembre 2012, ces sources avaient contribué pour respectivement 23%, 42%, 20% et 15% au financement de la banque.

Selon l'article 85 de la loi de finance rectificative du 29 décembre 2012, le Ministre chargé de l'économie est autorisé à accorder à titre onéreux la garantie de l'Etat sur les titres de créances émis entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2016 par Banque PSA Finance afin de lui permettre de se refinancer. Il s'agit d'une garantie dont le plafond en principal est de 7 milliards d'euros, ne faisant pas l'objet de transfert de trésorerie de l'Etat vers Banque PSA Finance. Ce n'est qu'en cas de défaut de paiement de Banque PSA Finance que les créanciers de Banque PSA Finance pourraient se retourner vers l'Etat en appelant la garantie. L'Etat français a notifié cette garantie à la Commission européenne le 7 janvier 2013.

Le premier semestre 2013 a notamment enregistré les opérations suivantes :

Banque PSA Finance a réalisé une émission obligataire de 1 200 millions d'euros le 25 mars 2013. Cette émission obligataire a fait l'objet d'une garantie par l'Etat français à première demande qui s'inscrit dans le cadre de l'autorisation donnée par la Commission européenne à titre temporaire le 11 février 2013. Le processus d'instruction par la Commission européenne, au titre du contrôle des aides d'Etat à la restructuration, est en cours en vue de l'autorisation définitive de la garantie de l'Etat français aux financements émis par Banque PSA Finance, pour un plafond total de 7 milliards d'euros en principal.

Par ailleurs, Banque PSA Finance a réalisé trois nouvelles opérations de titrisation sur le premier semestre 2013 dans deux pays (France et Allemagne) pour un montant total à l'origine de 1 361 millions d'euros de titres senior.

En complément des titrisations, les financements collatéralisés auprès de la BCE ont représenté au 30 juin 2013 un montant de 700 millions d'euros contre 2 900 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Banque PSA Finance a obtenu en avril 2013 un prêt bancaire collatéralisé par des créances de vente à crédit belges générant un financement de 92 millions d'euros à l'origine.

En mars 2013, une offre de compte sur livret rémunéré à l'intention de la clientèle des particuliers en France a été lancée sous la marque Distingo. Elle représente un encours au 30 juin 2013 de 782 millions d'euros.

Le renouvellement des lignes bancaires, associé aux actions de titrisation, de collatéralisation et à l'émission obligataire avec garantie de l'Etat réalisée en mars 2013, assurent le refinancement de Banque PSA Finance sur au moins les douze prochains mois.

Sécurité de la liquidité

La part des financements tirés à durée initiale de douze mois et plus a représenté 97% des financements au 30 juin 2013 contre 85% au 31 décembre 2012, assurant une couverture solide contre le risque de liquidité.

Les refinancements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit client final. La maturité moyenne des financements à moyen et long terme mis en place en 2013 est d'environ 2,8 ans.

Au 30 juin 2013, la sécurité financière représente 8 023 millions d'euros (cf Note 20.3 des comptes consolidés).

Banque PSA Finance détient des lignes de crédit confirmées non tirées à hauteur de 6 215 millions d'euros dont 2 299 millions d'euros non tirés sur le Term-loan syndiqué de 4 099 millions d'euros et 395 millions d'euros non tirés sur des lignes bilatérales revolving de 920 millions d'euros (cf. Note 20.2 des comptes consolidés).

Au 30 juin 2013, les lignes de back-up syndiquées pour un montant de 3 400 millions d'euros sont réparties en quatre échéances, juin 2014, décembre 2014, décembre 2015 et janvier 2016 respectivement pour 184, 216, 1 784 et 1 216 millions d'euros. Elles ont été conclues auprès de syndicats de banques, constitués d'établissements bancaires de tout premier plan. Ces lignes de backup syndiquées n'ont pas été tirées au 30 juin 2013.

Sur ces facilités, BPF devra respecter des covenants additionnels qui sont de disposer d'une possibilité d'utilisation d'une garantie de l'Etat sur les émissions obligataires euros et de respecter un ratio de fonds propre Common Equity Tier One pour un minimum de 11%.

Pour une information plus détaillée sur Banque PSA Finance, veuillez vous reporter au Rapport semestriel de Banque PSA Finance disponible sur le site www.banquepsafinance.com

4. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La nature des transactions réalisées par le Groupe avec des parties liées est détaillée dans la Note 39 aux états financiers consolidés 2012 qui précise également leurs enjeux financiers sur les deux derniers exercices. Les parties liées sont principalement des entreprises détenues entre 20 % et 50 %, dans le cadre de coopérations avec Renault, Fiat, Toyota et Dongfeng, notamment, sur lesquelles PSA Peugeot Citroën exerce une influence notable et qui sont en conséquence consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ce sont en majorité des sociétés industrielles et commerciales qui ont pour objet de produire soit des pièces et équipements destinés à la construction automobile soit des véhicules complets. Les transactions avec les entreprises associées se font sur une base de prix de marché.

Au premier semestre 2013, il n'a pas été constaté d'évolution notable dans la nature et l'importance des transactions réalisées avec ces parties liées, ni sur leur périmètre, en comparaison avec les éléments communiqués au 31 décembre 2012.

Il n'existe pas d'opération significative conclue avec un membre des organes de direction ou un actionnaire détenant plus de 10 % du capital de Peugeot S.A.

III - Comptes consolidés condensés au 30 juin 2013

Groupe PSA PEUGEOT CITROËN

Sommaire

Comptes de résultats consolidés	26
Etats consolidés des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	28
Bilans consolidés	30
Tableaux de flux de trésorerie consolidés	32
Variations des capitaux propres consolidés	34
Notes aux comptes consolidés au 30 juin 2013.....	35

COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES

	30 juin 2013			
<i>(en millions d'euros)</i>	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies				
Chiffre d'affaires	26 963	888	(141)	27 710
Coûts des biens et services vendus	(23 179)	(490)	141	(23 528)
Frais généraux et commerciaux	(3 079)	(193)	-	(3 272)
Frais d'études, de recherche et de développement (note 6)	(975)	-	-	(975)
Résultat opérationnel courant	(270)	205	-	(65)
Produits opérationnels non courants (note 7)	241	-	-	241
Charges opérationnelles non courantes (note 7)	(211)	-	-	(211)
Résultat opérationnel	(240)	205	-	(35)
Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie	116	-	-	116
Charges de financement	(269)	-	-	(269)
Produits à caractère financier	27	-	-	27
Charges à caractère financier	(120)	-	-	(120)
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(486)	205	-	(281)
Impôts sur les résultats (note 8)	(153)	(58)	-	(211)
Résultat net des sociétés mises en équivalence (note 10)	92	4	-	96
Résultat net des activités poursuivies	(547)	151	-	(396)
<i>Dont part du groupe</i>	(569)	144	-	(425)
Activités destinées à être cédées				
Résultat net des activités destinées à être cédées	(2)	-	-	(2)
Résultat net consolidé	(549)	151	-	(398)
<i>Dont part du groupe</i>	(572)	144	2	(426)
<i>Dont part des minoritaires</i>	23	7	(2)	28
<i>(en euros)</i>				
Résultat net par action de 1 euro (note 9)				(1.25)
Résultat net dilué par action de 1 euro (note 9)				(1.25)

30 juin 2012				2012			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
27 996	979	(166)	28 809	53 860	1 910	(324)	55 446
(24 161)	(515)	166	(24 510)	(46 781)	(1 125)	324	(47 582)
(3 087)	(193)	-	(3 280)	(5 983)	(394)	-	(6 377)
(1 070)	-	-	(1 070)	(2 047)	-	-	(2 047)
(322)	271	-	(51)	(951)	391	-	(560)
267	-	-	267	406	-	-	406
(687)	-	-	(687)	(4 527)	(1)	-	(4 528)
(742)	271	-	(471)	(5 072)	390	-	(4 682)
30	-	-	30	72	-	-	72
(197)	-	-	(197)	(442)	-	-	(442)
34	-	-	34	172	-	-	172
(135)	-	-	(135)	(232)	-	-	(232)
(1 010)	271	-	(739)	(5 502)	390	-	(5 112)
(15)	(75)	-	(90)	(670)	(104)	-	(774)
42	5	-	47	153	7	-	160
(983)	201	-	(782)	(6 019)	293	-	(5 726)
(1 052)	195	2	(855)	(6 108)	281	5	(5 822)
38	-	-	38	803	-	-	803
(945)	201	-	(744)	(5 216)	293	-	(4 923)
(1 015)	195	2	(818)	(5 294)	281	5	(5 008)
70	6	(2)	74	78	12	(5)	85
			(2.72)				(15.59)
			(2.73)				(15.60)

ETATS CONSOLIDES DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	30 juin 2013		
	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
<i>(en millions d'euros)</i>			
Résultat net consolidé	(187)	(211)	(398)
Eléments recyclables par résultat			
Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	(51)	16	(35)
- dont évaluation reprise en résultat net	(34)	7	(27)
- dont évaluation directe par capitaux propres	(17)	9	(8)
Réévaluation à la juste valeur des titres "disponibles à la vente"	(83)	3	(80)
- dont évaluation reprise en résultat net	-	-	-
- dont évaluation directe par capitaux propres	(83)	3	(80)
Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger	(110)		(110)
Total	(244)	19	(225)
Eléments non recyclables par résultat			
Ecart actuariel des retraites	29	(3)	26
Produits (charges) nets comptabilisés directement en capitaux propres	(215)	16	(199)
- dont part des sociétés mises en équivalence	21	-	21
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	(402)	(195)	(597)
- dont part des actionnaires de Peugeot S.A.			(627)
- dont part des minoritaires			30

30 juin 2012			2012		
Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt	Avant impôt	Produit (charge) d'impôt	Après impôt
(654)	(90)	(744)	(4 149)	(774)	(4 923)
(5)	5	-	(2)	3	1
22	(3)	19	42	(6)	36
(27)	8	(19)	(44)	9	(35)
1	-	1	50	(2)	48
2	-	2	2	-	2
(1)	-	(1)	48	(2)	46
26		26	(132)		(132)
22	5	27	(84)	1	(83)
(230)	70	(160)	(363)	99	(264)
(208)	75	(133)	(447)	100	(347)
19	-	19	(19)	-	(19)
(862)	(15)	(877)	(4 596)	(674)	(5 270)
		(959)			(5 331)
		82			61

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies				
Écarts d'acquisition	1 489	77	-	1 566
Immobilisations incorporelles	4 113	81	-	4 194
Immobilisations corporelles	12 517	16	-	12 533
Titres mis en équivalence (note 10)	1 470	51	-	1 521
Titres de participation	25	11	-	36
Autres actifs financiers non courants (note 11)	585	61	-	646
Autres actifs non courants (note 12)	523	5	(1)	527
Actifs d'impôts différés	593	83	-	676
Total des actifs non courants	21 315	385	(1)	21 699
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (note 13)	-	22 405	(108)	22 297
Titres de placement des activités de financement	-	808	-	808
Stocks (note 14)	6 232	-	-	6 232
Clients des activités industrielles et commerciales	2 704	-	(277)	2 427
Impôts courants	203	30	(20)	213
Autres débiteurs	2 105	990	(138)	2 957
	11 244	24 233	(543)	34 934
Actifs financiers courants (note 11)	175	-	-	175
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	8 070	2 296	(344)	10 022
Total des actifs courants	19 489	26 529	(887)	45 131
Total des actifs des activités poursuivies	40 804	26 914	(888)	66 830
Total des actifs des activités destinées à être cédées	6	-	-	6
Total actif	40 810	26 914	(888)	66 836

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres				
Capital social				355
Titres d'autocontrôle				(351)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				8 835
Intérêts minoritaires				720
Total des capitaux propres				9 559
Activités poursuivies				
Passifs financiers non courants (note 18)	8 948	-	-	8 948
Autres passifs non courants	3 610	-	(1)	3 609
Provisions non courantes (note 17)	1 195	19	-	1 214
Passifs d'impôts différés	568	325	-	893
Total des passifs non courants	14 321	344	(1)	14 664
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 20)	-	22 059	(351)	21 708
Provisions courantes (note 17)	2 736	80	-	2 816
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	9 323	-	(9)	9 314
Impôts courants	103	51	(20)	134
Autres créanciers	4 791	1 140	(408)	5 523
	16 953	23 330	(788)	39 495
Passifs financiers courants (note 18)	3 203	-	(99)	3 104
Total des passifs courants	20 156	23 330	(887)	42 599
Total des passifs des activités poursuivies	34 477	23 674	(888)	57 263
Total des passifs des activités destinées à être cédées	14	-	-	14
Total passif				66 836

	31 décembre 2012			
(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Activités poursuivies				
Écarts d'acquisition	1 487	77	-	1 564
Immobilisations incorporelles	4 047	86	-	4 133
Immobilisations corporelles	12 423	15	-	12 438
Titres mis en équivalence (note 10)	1 490	46	-	1 536
Titres de participation	50	12	-	62
Autres actifs financiers non courants (note 11)	664	108	-	772
Autres actifs non courants (note 12)	511	3	-	514
Actifs d'impôts différés	536	77	-	613
Total des actifs non courants	21 208	424	-	21 632
Actifs d'exploitation				
Prêts et créances des activités de financement (note 13)	-	23 146	(51)	23 095
Titres de placement des activités de financement	-	867	-	867
Stocks (note 14)	6 193	-	-	6 193
Clients des activités industrielles et commerciales	2 014	-	(187)	1 827
Impôts courants	105	62	(17)	150
Autres débiteurs	1 966	955	(122)	2 799
	10 278	25 030	(377)	34 931
Actifs financiers courants (note 11)	1 501	-	-	1 501
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	5 421	1 669	(279)	6 811
Total des actifs courants	17 200	26 699	(656)	43 243
Total des actifs des activités poursuivies	38 408	27 123	(656)	64 875
Total des actifs des activités destinées à être cédées	9	-	-	9
Total actif	38 417	27 123	(656)	64 884

	31 décembre 2012			
(en millions d'euros)	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Capitaux propres				
Capital social				355
Titres d'autocontrôle				(351)
Réserves et résultats nets - Part du groupe				9 463
Intérêts minoritaires				700
Total des capitaux propres				10 167
Activités poursuivies				
Passifs financiers non courants (note 18)	7 828	-	-	7 828
Autres passifs non courants	3 184	-	-	3 184
Provisions non courantes (note 17)	1 163	19	-	1 182
Passifs d'impôts différés	475	326	-	801
Total des passifs non courants	12 650	345	-	12 995
Passifs d'exploitation				
Dettes des activités de financement (note 20)	-	22 140	(279)	21 861
Provisions courantes (note 17)	2 988	76	-	3 064
Fournisseurs d'exploitation et comptes associés	8 472	-	(9)	8 463
Impôts courants	130	54	(17)	167
Autres créanciers	4 475	1 091	(309)	5 257
	16 065	23 361	(614)	38 812
Passifs financiers courants (note 18)	2 906	-	(42)	2 864
Total des passifs courants	18 971	23 361	(656)	41 676
Total des passifs des activités poursuivies	31 621	23 706	(656)	54 671
Total des passifs des activités destinées à être cédées	46	-	-	46
Total passif				64 884

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	30 juin 2013			
<i>(en millions d'euros)</i>	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Résultat net des activités poursuivies	(547)	151	-	(396)
Élimination des résultats sans effet sur la trésorerie :				
• Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	1 202	10	-	1 212
• Dotations nettes aux provisions	(177)	6	-	(171)
• Variation des impôts différés	88	(11)	-	77
• Résultats sur cessions et autres	(143)	-	-	(143)
Résultats nets des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	39	(4)	-	35
Réévaluation par capitaux propres et couverture sur endettement	142	-	-	142
Variation des actifs et passifs liés aux véhicules donnés en location	113	-	-	113
Marge brute d'autofinancement	717	152	-	869
Variation des actifs et passifs d'exploitation (note 21)	253	776	(12)	1 017
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	970	928	(12)	1 886
Cessions de sociétés consolidées et de titres de participation	(11)	-	-	(11)
Acquisitions de sociétés consolidées et de titres de participation	(74)	-	-	(74)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	172	4	-	176
Investissements en immobilisations corporelles	(741)	(7)	-	(748)
Investissements en immobilisations incorporelles	(525)	(4)	-	(529)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(111)	-	-	(111)
Autres	(17)	-	-	(17)
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(1 307)	(7)	-	(1 314)
Dividendes versés :				
• Aux actionnaires de Peugeot S.A.	-	-	-	-
• Intragroupe	286	(286)	-	-
• Aux minoritaires des filiales intégrées	(26)	-	-	(26)
Dividendes reçus de Gefco S.A.	-	-	-	-
Augmentation de capital et des primes	3	-	-	3
(Acquisitions) Cessions de titres d'autocontrôle	-	-	-	-
Variation des autres actifs et passifs financiers (note 21)	2 641	-	(56)	2 585
Autres	-	-	-	-
Flux des opérations financières des activités poursuivies	2 904	(286)	(56)	2 562
Mouvements de conversion	(48)	(8)	3	(53)
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	2 519	627	(65)	3 081
Trésorerie générée par les activités destinées à être cédées	(31)	-	-	(31)
Trésorerie nette au début de l'exercice	5 399	1 669	(279)	6 789
Trésorerie nette de clôture des activités poursuivies (note 21)	7 887	2 296	(344)	9 839

30 juin 2012				2012			
Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
(983)	201	-	(782)	(6 019)	293	-	(5 726)
1 711	8	-	1 719	6 098	18	-	6 116
206	5	-	211	687	20	-	707
(101)	(32)	-	(133)	422	(35)	-	387
(204)	-	-	(204)	(312)	1	-	(311)
83	(4)	-	79	(29)	(7)	-	(36)
160	-	-	160	154	-	-	154
248	-	-	248	32	-	-	32
1 120	178	-	1 298	1 033	290	-	1 323
(271)	32	20	(219)	(602)	760	(64)	94
849	210	20	1 079	431	1 050	(64)	1 417
-	-	-	-	830	21	-	851
(266)	-	-	(266)	(292)	(10)	-	(302)
360	4	-	364	678	7	-	685
(1 210)	(6)	-	(1 216)	(2 267)	(12)	-	(2 279)
(681)	(4)	-	(685)	(1 442)	(8)	-	(1 450)
-	-	-	-	40	-	-	40
(33)	-	1	(32)	3	1	3	7
(1 830)	(6)	1	(1 835)	(2 450)	(1)	3	(2 448)
-	-	-	-	-	-	-	-
533	(533)	-	-	532	(532)	-	-
(33)	-	-	(33)	(37)	-	-	(37)
-	-	-	-	100	-	-	100
967	-	-	967	1 028	-	-	1 028
89	-	-	89	89	-	-	89
1 916	-	(123)	1 793	675	-	4	679
-	-	-	-	-	-	-	-
3 472	(533)	(123)	2 816	2 387	(532)	4	1 859
19	2	1	22	(6)	(2)	2	(6)
2 510	(327)	(101)	2 082	362	515	(55)	822
182	-	-	182	345	-	(1)	344
4 692	1 154	(223)	5 623	4 692	1 154	(223)	5 623
7 384	827	(324)	7 887	5 399	1 669	(279)	6 789

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Capital social	Titres d'auto-contrôle	Réserves hors écarts d'évaluation	Écarts d'évaluation - Part du groupe				Capitaux propres - part du groupe	Capitaux propres - intérêts minoritaire	Total des capitaux propres
				Couvertures des flux futurs	Titres "disponibles à la vente"	Écarts actuariels sur retraites	Écarts de conversion			
Au 31 décembre 2011	234	(502)	13 850	(40)	32	-	262	13 836	658	14 494
Première application d'IAS 19R	-	-	(48)	-	-	(64)	(1)	(113)	(17)	(130)
Au 1^{er} janvier 2012	234	(502)	13 802	(40)	32	(64)	261	13 723	641	14 364
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(818)	(4)	1	(158)	20	(959)	82	(877)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	2	1
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
Variations de périmètre et autres	-	-	(2)	-	-	-	-	(2)	2	-
Augmentation de capital	121	-	845	-	-	-	-	966	-	966
Titres d'autocontrôle	-	151	(62)	-	-	-	-	89	-	89
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(38)	(38)
Au 30 juin 2012	355	(351)	13 764	(44)	33	(222)	281	13 816	691	14 507
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(4 190)	2	47	(88)	(143)	(4 372)	(21)	(4 393)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	(4)	-	-	-	-	(4)	(3)	(7)
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	13	13
Variations de périmètre et autres	-	-	(3)	-	-	-	-	(3)	8	5
Composante option de conversion des obligations convertibles	-	-	30	-	-	-	-	30	22	52
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(10)	(10)
Au 31 décembre 2012	355	(351)	9 597	(42)	80	(310)	138	9 467	700	10 167
Produits et charges comptabilisés en capitaux propres	-	-	(426)	(32)	(80)	21	(110)	(627)	30	(597)
Valorisation des options d'achat d'actions et des attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Put sur minoritaires	-	-	-	-	-	-	-	-	18	18
Variations de périmètre et autres	-	-	(1)	-	-	-	-	(1)	(1)	(2)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
Composante option de conversion des obligations convertibles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés par les autres sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	(30)	(30)
Au 30 juin 2013	355	(351)	9 170	(74)	-	(289)	28	8 839	720	9 559

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

Généralités

Note 1 - Evénements majeurs du semestre	37
Note 2 - Principes comptables.....	38
Note 3 - Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés.....	40
Note 4 - Périmètre de consolidation	42
Note 5 - Information sectorielle	43

Comptes de résultats

Note 6 - Frais d'études, de recherche et de développement.....	44
Note 7 - Produits et charges opérationnels non courants	45
Note 8 - Impôts sur les résultats.....	46
Note 9 - Résultat net par action	47

Bilans – Actif

Note 10 - Titres mis en équivalence	49
Note 11 - Actifs financiers courants et non courants.....	50
Note 12 - Autres actifs non courants.....	51
Note 13 - Prêts et créances des activités de financement	51
Note 14 - Stocks.....	52
Note 15 - Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	52

Bilans – Passif

Note 16 - Capital et programmes de rachats d'actions.....	53
Note 17 - Provisions courantes et non courantes	54
Note 18 - Passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales.....	56
Note 19 - Endettement net des activités industrielles et commerciales	58
Note 20 - Dettes des activités de financement	60

Informations complémentaires

Note 21 - Notes annexes aux tableaux de flux de trésorerie consolidés	62
Note 22 - Engagements hors bilan et passifs éventuels.....	63
Note 23 - Evènements postérieurs à la clôture	64

Préambule

Les comptes consolidés au 30 juin 2013 y compris les notes annexes ont été arrêtés par le Directoire de Peugeot S.A. le 23 juillet 2013, la note 23 tenant compte des événements survenus jusqu'au 30 juillet 2013.

NOTE 1 - EVENEMENTS MAJEURS DU SEMESTRE

ALLIANCE GM – PSA

Dans le cadre de leur Alliance stratégique, PSA Peugeot Citroën et General Motors ont signé en fin d'année 2012 des accords portant sur une co-entreprise pour les achats en Europe ainsi que sur trois projets de véhicule et de plateforme. La mise en œuvre de ces accords sur le premier semestre 2013 est en cours, avec l'entrée en phase d'exécution de l'organisation commune des achats depuis le 25 février 2013.

MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE REORGANISATION INDUSTRIELLE ET DE REDEPLOIEMENT DES EFFECTIFS

Pour faire suite à la réduction de l'activité de la division Automobile en Europe, un plan de réorganisation des activités industrielles et de redéploiement des effectifs annoncé en juillet 2012 est mis en œuvre depuis mai 2013, au terme de la procédure de consultation des instances représentatives du personnel. Il comprend les mesures suivantes :

- L'arrêt des activités de production de l'usine d'Aulnay.
A fin juin, 1 720 intentions de départ volontaire ont été recueillies, sur un effectif de 3 000 personnes.
- L'adaptation du dispositif industriel du site de Rennes, conduisant à un redéploiement des effectifs de 1 400 emplois sur un total de 5 600 salariés.
A fin juin, 490 intentions de départ volontaire ont été recueillies.

Un dispositif exceptionnel de revitalisation des sites d'Aulnay et de Rennes vers des activités nouvelles liées à l'industrie et à l'automobile est mis en place avec l'ensemble des acteurs concernés.

- L'adaptation des effectifs de structure du Groupe.
Le Groupe poursuit la réduction de ses coûts et l'amélioration de son activité opérationnelle ce qui conduit à la diminution de 3 600 emplois répartis sur l'ensemble des sites en France. Cette diminution est réalisée au moyen de départs volontaires. A fin juin, plus de 2 460 intentions de départ volontaire ont été recueillies.

NOUVEAUX FINANCEMENTS ET GARANTIE DE L'ETAT FRANÇAIS

Le Groupe a mis en place plusieurs opérations de financement sur le semestre. Pour la division Automobile, elles comportent principalement une émission obligataire à cinq ans de 1 milliard d'euros par Peugeot S.A., et l'accord de la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.) pour un nouvel emprunt de 300 millions d'euros non encore tiré au 30 juin 2013. Par ailleurs, Faurecia a procédé au tirage d'une partie de ses lignes de crédit syndiqué pour un montant de 50 millions d'euros. Banque PSA Finance a notamment réalisé une émission obligataire de 1,2 milliard d'euros et trois opérations de titrisation.

L'émission obligataire de Banque PSA Finance a fait l'objet d'une garantie par l'Etat français à première demande qui s'inscrit dans le cadre de l'autorisation donnée par la Commission européenne à titre temporaire le 11 février 2013 (cf. note 37.1 des comptes consolidés 2012). Le processus d'instruction par la Commission européenne, au titre du contrôle des aides d'état à la restructuration, est en cours en vue de l'autorisation définitive de la garantie de l'Etat français aux financements émis par Banque PSA Finance, pour un plafond total de 7 milliards d'euros en principal.

Afin de compléter ses sources de financement, Banque PSA Finance a lancé en mars 2013 une offre de compte sur livret rémunéré à l'intention de la clientèle des particuliers en France sous la marque Distingo, qui représente un encours au 30 juin 2013 de 782 millions d'euros.

NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES

2.1. PRINCIPES GENERAUX

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés condensés doivent donc être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2012.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 du groupe PSA Peugeot Citroën sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 à l'exception des nouveaux textes d'application obligatoire dans l'Union européenne au 1er janvier 2013 (cf. ci-dessous). Les comptes consolidés annuels 2012 et les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2013 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne.

NOUVEAUX TEXTES D'APPLICATION OBLIGATOIRE AU 1^{ER} JANVIER 2013

Les nouveaux textes d'application obligatoire et appliqués pour la première fois par le groupe PSA Peugeot Citroën sont les suivants :

- *Amendement IAS 19 Avantages au personnel :*
Cet amendement supprime notamment la possibilité retenue précédemment par le Groupe, d'appliquer la méthode du corridor. Ceci a conduit à comptabiliser immédiatement l'ensemble des écarts actuariels et des coûts des services passés au passif du bilan.
Les variations des écarts actuariels sont désormais systématiquement enregistrées en Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.
Le coût des services passés est désormais intégralement enregistré en résultat de la période.

Les impacts sur les comptes consolidés antérieurement publiés sont détaillés en note 3.

- *Amendement IAS 1 Présentation des autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :*
Cet amendement, adopté en 2012 par l'Union européenne, a conduit à distinguer au sein de l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres, les éléments qui seront recyclables en résultat des éléments qui ne seront jamais recyclables en résultat.
- *IFRS 13 Evaluation de la juste valeur :*
Cette norme, adoptée en 2012 par l'Union européenne, précise comment déterminer la juste valeur lorsque son application est imposée ou admise dans une autre norme IFRS. Ce texte n'a pas d'impact significatif sur les comptes du groupe PSA Peugeot Citroën.
- *Amendement IFRS 7 Informations à fournir en annexes sur les compensations d'actifs et de passifs financiers :*
Cet amendement concerne principalement les conventions d'appels de marge sur dérivés de gré à gré mis en place par les activités de financement. Les informations à fournir en annexes seront communiquées au 31 décembre 2013.

Les autres textes d'application obligatoire dans l'Union européenne au 1^{er} janvier 2013 sont sans impact sur les comptes du groupe PSA Peugeot Citroën.

TEXTES NON APPLICABLES OBLIGATOIREMENT DANS L'UNION EUROPEENNE AU 1^{ER} JANVIER 2013

Tous les textes du référentiel IFRS publiés par l'IASB et qui sont d'application obligatoire à l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013 sont les mêmes que ceux adoptés par l'Union européenne et d'application obligatoire en Union européenne, à l'exception :

- de la norme IAS 39 que l'Union européenne n'a que partiellement adoptée. La partie non adoptée est sans effet sur les comptes du groupe PSA Peugeot Citroën ;
- des normes IFRS 10, 11, 12 et des amendements aux normes IAS 27, 28 et 31, pour lesquels l'Union européenne a repoussé l'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014, avec application anticipée possible. Le Groupe n'applique pas ces textes par anticipation. Les principes de ces textes sont décrits dans la note 1 des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012. La qualification des sociétés sous contrôle conjoint selon IFRS 11 est donnée en note 10. L'impact chiffré de cette nouvelle norme sur les comptes du groupe PSA Peugeot Citroën est en cours de finalisation.

L'impact potentiel des autres textes publiés par l'IASB ou par l'IFRS Interpretation Committee d'application obligatoire en Union européenne aux exercices ouverts après le 1^{er} janvier 2013, ou non encore adoptés par l'Union européenne est en cours d'analyse. Il s'agit de :

- *L'Amendement IAS 32 : Compensations d'actifs et de passifs financiers*. Ce texte clarifie les règles de compensation de la norme IAS 32 existante. Ce texte a été adopté par l'Union européenne et sera obligatoire au 1^{er} janvier 2014.
- L'interprétation IFRIC 21 « *prélèvements opérés par les autorités publiques* ». Ce texte précise la date à laquelle les taxes prélevées par les autorités publiques doivent être provisionnées. Ce texte n'est pas adopté par l'Union européenne au 30 juin 2013.
- *IFRS 9 Instruments financiers* pour la phase « classification et évaluation » qui vise à remplacer une partie d'IAS 39 Instruments Financiers. Cette norme concrétise la première des trois phases du projet de l'IASB sur les instruments financiers, qui a porté exclusivement sur la classification et l'évaluation des actifs financiers. Ce texte n'est pas adopté par l'Union européenne au 30 juin 2013.

2.2. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

La préparation des comptes consolidés en accord avec les principes comptables IFRS, requiert de la part de la Direction, la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés au titre de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que de certaines informations sur les actifs et passifs éventuels.

Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles. Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces modes de valorisation, les montants définitifs peuvent s'avérer différents de ceux initialement estimés.

Les postes comptables pour lesquels les estimations et les hypothèses retenues sont particulièrement sensibles dans un contexte de crise sont les suivants :

- Valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels de la division Automobile (cf. note 7).
- Provision sur contrats onéreux pour les contrats en coopération (cf. note 7).
- Actifs d'impôts différés (cf. note 8).

NOTE 3 - MODIFICATIONS APPORTEES AUX COMPTES ANTERIEUREMENT PUBLIES

Les comptes du Groupe au 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012, présentés en comparatif, font l'objet des retraitements exposés ci-dessous par rapport aux comptes antérieurement publiés.

3.1. AMENDEMENT IAS 19 AVANTAGES AU PERSONNEL

L'*Amendement IAS 19 Avantages au personnel* s'applique de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ainsi qu'aux exercices antérieurement présentés. En conséquence, les états de synthèse de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012 ont été retraités. Les principaux impacts sur les comptes consolidés 2012 sont :

- Au bilan :
 - La diminution des capitaux propres.
 - L'augmentation des provisions non courantes.
 - La diminution des passifs d'impôts différés.
 - L'augmentation des actifs d'impôts différés.
- Au compte de résultat :
 - L'annulation de l'amortissement des écarts actuariels précédemment comptabilisés dans le résultat opérationnel courant.
 - L'utilisation d'un taux normatif pour le calcul du rendement des actifs de couverture en lieu et place d'un taux de rendement attendu.

En raison du caractère rétrospectif de l'application de la norme IAS 19 révisée, les comptes consolidés de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012 ont été retraités. Le principal effet sur les comptes consolidés au 1^{er} janvier 2012 est une diminution des capitaux propres de 130 millions d'euros provenant principalement d'un accroissement de la provision pour retraite de 183 millions d'euros, net d'impôts différés. L'effet au 31 décembre 2012 est une baisse des capitaux propres de 390 millions d'euros et une hausse de provision pour retraite de 536 millions d'euros (cf. note 3.3 sur le retraitement des comptes consolidés 2012).

3.2. CESSION DE 75% DU CAPITAL DE GEFCO S.A.

Le 20 décembre 2012, le groupe PSA Peugeot Citroën a cédé 75% du capital de Gefco S.A. En application de la norme IFRS 5, le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés du premier semestre 2012 ont été retraités pour reclasser les postes se rapportant à Gefco sur la ligne « Activités destinées à être cédées ».

3.3. RETRAITEMENTS DES COMPTES

Les impacts sur les comptes 2012 de ces deux retraitements sont présentés dans les tableaux ci-après :

Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	30 juin 2012	Impact 30 juin 2012	Dont	
	publié en juillet 2012	corrigé publié en juillet 2013		Gefco IFRS 5	Retraite IAS 19
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	29 553	28 809	(744)	(744)	-
Résultat opérationnel courant	4	(51)	(55)	(63)	8
Résultat opérationnel	(416)	(471)	(55)	(63)	8
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(680)	(739)	(59)	(61)	2
Résultat net des activités poursuivies	(743)	(782)	(39)	(40)	1
Activités destinées à être cédées					
Résultat net des activités destinées à être cédées	(2)	38	40	40	-
Résultat net consolidé	(745)	(744)	1	-	1
<i>Dont part du groupe</i>	(819)	(818)	1	-	1
<i>Dont part des minoritaires</i>	74	74	-	-	-

<i>(en millions d'euros)</i>	2012	2012	Impact 2012	Dont	
	publié en février 2013	corrigé publié en juillet 2013		Gefco IFRS 5	Retraite IAS 19
Activités poursuivies					
Chiffre d'affaires	55 446	55 446	-	-	-
Résultat opérationnel courant	(576)	(560)	16	-	16
Résultat opérationnel	(4 698)	(4 682)	16	-	16
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	(5 116)	(5 112)	4	-	4
Résultat net des activités poursuivies	(5 728)	(5 726)	2	-	2
Activités destinées à être cédées					
Résultat net des activités destinées à être cédées	803	803	-	-	-
Résultat net consolidé	(4 925)	(4 923)	2	-	2
<i>Dont part du groupe</i>	(5 010)	(5 008)	2	-	2
<i>Dont part des minoritaires</i>	85	85	-	-	-

Bilan – Actif

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31	Au 31	Impact 2012	Dont	
	décembre 2012 publié en février 2013	décembre 2012 corrigé publié en juillet 2013		Gefco IFRS 5	Retraite IAS 19
Total des actifs non courants	21 597	21 632	35	-	35
Dont :					
Autres actifs non courants	518	514	(4)	-	(4)
Actifs d'impôts différés	574	613	39	-	39

Bilan – Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31	Au 31	Impact 2012	Dont	
	décembre 2012 publié en février 2013	décembre 2012 corrigé publié en juillet 2013		Gefco IFRS 5	Retraite IAS 19
Total des capitaux propres	10 557	10 167	(390)	-	(390)
Total des passifs non courants	12 570	12 995	425	-	425
Dont :					
Provisions non courantes	646	1 182	536	-	536
Passifs d'impôts différés	912	801	(111)	-	(111)
Total passif	64 849	64 884	35	-	35

Tableau des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2012	30 juin 2012	Impact 30 juin 2012	Dont	
	publié en juillet 2012	corrigé publié en juillet 2013		Gefco IFRS 5	Retraite IAS 19
Marge brute d'autofinancement	1 362	1 298	(64)	(64)	-
Variations des actifs et passifs d'exploitation	(267)	(219)	48	48	-
Flux liés à l'exploitation des activités poursuivies	1 095	1 079	(16)	(16)	-
Flux liés aux investissements des activités poursuivies	(1 854)	(1 835)	19	19	-
Flux des opérations financières des activités poursuivies	2 958	2 816	(142)	(142)	-
Mouvements de conversion	22	22	-	-	-
Augmentation (diminution) de la trésorerie des activités poursuivies	2 221	2 082	(139)	(139)	-
Trésorerie nette au début de l'exercice des activités destinées à être cédées	22	182	160	160	-
Trésorerie nette au début de l'exercice	5 694	5 623	(71)	(71)	-
Trésorerie nette de clôture	7 937	7 887	(50)	(50)	-

Le retraitement IAS 19 n'a pas d'impact sur la marge brute d'autofinancement : l'effet en résultat est compensé par les variations des provisions et des impôts différés afférents. Il en est de même pour les autres agrégats du tableau de flux de trésorerie 2012.

NOTE 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les modifications de périmètre intervenues au cours du premier semestre 2013 n'ont pas eu, ni individuellement, ni globalement, d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

NOTE 5 - INFORMATION SECTORIELLE

En application d'IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Le résultat sectoriel de référence est le résultat opérationnel courant.

La définition des secteurs d'activité est développée dans l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice 2012. Le résultat par mise en équivalence de Gefco figure en « Autres activités ».

30 juin 2013 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net						
- de l'activité (hors groupe)	18 695	8 219	747	49	-	27 710
- ventes interactivités (groupe)	-	1 046	141	43	(1 230)	-
Total	18 695	9 265	888	92	(1 230)	27 710
Résultat opérationnel courant	(510)	256	205	(14)	(2)	(65)
Produits opérationnels non courants	241	-	-	-	-	241
Frais de rationalisation	(89)	(39)	-	(6)	-	(134)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(73)	-	-	(2)	-	(75)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(2)	-	-	-	(2)
Résultat opérationnel	(431)	215	205	(22)	(2)	(35)
Résultat financier		(114)	-		(132)	(246)
Impôts sur les résultats		(44)	(58)		(109)	(211)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	82	5	4	5		96
Résultat net des activités poursuivies		62	151			(396)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	(2)	-	-		(2)
Résultat net consolidé		60	151			(398)
Investissements ⁽¹⁾	899	365	11	2		1 277

⁽¹⁾ hors ventes avec clauses de rachat

Au premier semestre 2013, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 458 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cette période s'élève à 60 millions d'euros.

30 juin 2012 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net						
- de l'activité (hors groupe)	20 200	7 735	813	61	-	28 809
- ventes interactivités (groupe)	3	1 030	166	51	(1 250)	-
Total	20 203	8 765	979	112	(1 250)	28 809
Résultat opérationnel courant	(657)	304	271	31	-	(51)
Produits opérationnels non courants	14	14	-	239	-	267
Frais de rationalisation	(18)	(43)	-	(1)	-	(62)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(612)	-	-	(5)	-	(617)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(8)	-	-	-	(8)
Résultat opérationnel	(1 273)	267	271	264	-	(471)
Résultat financier		(89)	-		(179)	(268)
Impôts sur les résultats		(48)	(75)		33	(90)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	28	14	5	-		47
Résultat net des activités poursuivies		144	201			(782)
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	(2)	-	40		38
Résultat net consolidé		142	201			(744)
Investissements ⁽¹⁾	1 538	348	10	5		1 901

⁽¹⁾ hors ventes avec clauses de rachat

Au premier semestre 2012, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 542 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cette période s'élève à 79 millions d'euros.

2012 (en millions d'euros)	Automobile	Équipement automobile	Financement	Autres activités	Éliminations et réconciliations	Total
Chiffre d'affaires net						
- de l'activité (hors groupe)	38 295	15 460	1 586	105	-	55 446
- ventes interactives (groupe)	4	1 905	324	97	(2 330)	-
Total	38 299	17 365	1 910	202	(2 330)	55 446
Résultat opérationnel courant	(1 496)	516	391	27	2	(560)
Produits opérationnels non courants	155	15	-	236	-	406
Frais de rationalisation	(440)	(84)	-	(4)	-	(528)
Pertes de valeur, contrats onéreux et autres (note 7)	(3 971)	-	-	(9)	-	(3 980)
Autres charges opérationnelles non courantes	-	(19)	(1)	-	-	(20)
Résultat opérationnel	(5 752)	428	390	250	2	(4 682)
Résultat financier		(197)	-		(233)	(430)
Impôts sur les résultats		(67)	(104)		(603)	(774)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	129	24	7	-		160
Résultat net des activités poursuivies		188	293			(5 726)
Résultat net des activités destinées à être cédées	8	(3)	-	798		803
Résultat net consolidé		185	293			(4 923)
Investissements ⁽¹⁾	2 886	813	20	10		3 729

⁽¹⁾ hors ventes avec clauses de rachat

En 2012, Banque PSA Finance (secteur Financement) a dégagé un produit net bancaire de 1 075 millions d'euros. Le coût du risque au titre de cet exercice s'élève à 290 millions d'euros.

NOTE 6 - FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Total des dépenses engagées	(1 045)	(1 206)	(2 373)
Frais de développement activés ⁽¹⁾	434	589	1 262
Frais non activés	(611)	(617)	(1 111)
Amortissement des frais de développement activés	(364)	(453)	(936)
Total	(975)	(1 070)	(2 047)

⁽¹⁾ Hors frais financiers activés au titre de la norme IAS 23 révisée "Coûts d'emprunts".

NOTE 7 - PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Les produits et charges opérationnels non courants incluent les montants suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Résultat de cession de biens immobiliers	2	253	389
Reprise sur perte de valeur des UGT, sur contrats onéreux et autres produits de la division Automobile (note 7.1)	237	-	1
Autres produits opérationnels non courants hors division Automobile	2	14	16
Produits opérationnels non courants	241	267	406
Perte de valeur des UGT, provisions pour contrats onéreux et autres charges de la division Automobile (note 7.1)	(73)	(612)	(3 971)
Perte de valeur des UGT et autres dépréciations du groupe Faurecia (note 7.2)	-	-	-
Perte de valeur des UGT des autres secteurs	(2)	(5)	(9)
Frais de rationalisation des structures (note 7.3)	(134)	(62)	(528)
Autres charges opérationnelles non courantes hors division Automobile	(2)	(8)	(20)
Charges opérationnelles non courantes	(211)	(687)	(4 528)

7.1. PERTES DE VALEUR DES UGT, PROVISIONS POUR CONTRATS ONÉREUX ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE LA DIVISION AUTOMOBILE

Les actifs de l'UGT division Automobile ainsi que ceux de chaque UGT Véhicule ont fait l'objet au 30 juin 2013 de tests de valeur mis à jour par rapport à ceux de décembre 2012.

UGT division Automobile

Les tests au 31 décembre 2012 avaient conduit à enregistrer une dépréciation globale de 3 009 millions d'euros. Ils avaient été effectués sur la base des données issues du Plan à Moyen Terme de décembre 2012 (PMT 2013-2017). La mise à jour du test pour les comptes semestriels a été réalisée sur la base de l'estimé du second semestre 2013, des premières orientations du Plan à Moyen Terme 2014-2018 qui sera finalisé au cours du second semestre et d'une estimation de la valeur terminale. Cette dernière est fondée sur les mêmes hypothèses de taux de marge opérationnelle et de taux de croissance à l'infini qu'au 31 décembre 2012. Cette approche constitue la meilleure estimation du Groupe dans cette période de préparation du nouveau Plan à Moyen Terme.

Pour les prévisions des marchés, les données retenues correspondent aux dernières estimations du Groupe, qui s'appuient sur des prévisions externes. Concernant l'Alliance avec General Motors, les prévisions intègrent un planning de lancement des nouveaux véhicules ainsi que l'estimation des synergies escomptées dans le domaine des achats et des investissements.

Les flux ont été actualisés avec un taux de 9,5% pour les années 2013-2018 et à 10,5% pour la valeur terminale. Ces taux sont inchangés par rapport aux tests de décembre 2012.

Ce test n'a pas conduit à modifier au 30 juin 2013, la valeur globale des actifs incorporels et corporels, nette des amortissements et dépréciations antérieurement constatés.

Les variations des principales hypothèses du test entraîneraient les dépréciations complémentaires suivantes :

- un taux d'actualisation majoré de 0,5% : 496 millions d'euros ,
- un taux de croissance à l'infini réduit de 0,5% : 361 millions d'euros,
- un taux de de marge opérationnelle réduit de 0,5% sur l'année de référence de la valeur terminale : 1 241 millions d'euros,
- et la combinaison de ces trois facteurs : 1 911 millions.

UGT Véhicules et autres actifs automobiles

Concernant les actifs dédiés aux UGT Véhicules, le test actualisé n'a pas conduit à modifier les dépréciations antérieurement comptabilisées.

Pour les UGT des véhicules produits en coopération, en complément des tests de perte de valeur sur les actifs, les engagements d'approvisionnement font l'objet de provisions pour risque lorsqu'ils dégagent des pertes prévisionnelles.

La mise à jour des données relatives aux estimations de volumes et de marges de ces véhicules ainsi qu'aux cours prévisionnels des devises d'achat et notamment du Yen ont conduit sur le semestre à une reprise de provision pour perte sur contrats onéreux de 111 millions d'euros, essentiellement liée à la forte dépréciation du yen.

En faisant varier la parité prévisionnelle Yen/Euro retenue dans le test de +/- 5%, la reprise en résultat du semestre aurait été soit majorée de 74 millions d'euros, soit au contraire minorée de 57 millions d'euros.

D'autres reprises de provisions et produits ont été comptabilisées pour 126 millions soit un total de 237 millions d'euros compte tenu de la reprise sur contrats onéreux de 111 millions d'euros.

Par ailleurs, d'autres actifs ont été dépréciés pour 73 millions d'euros.

7.2. PERTE DE VALEUR DES UGT ET AUTRES DÉPRÉCIATIONS DU GROUPE FAURECIA

UGT au sein de Faurecia et UGT Faurecia chez PSA Peugeot Citroën

A fin juin 2013, en l'absence d'indice de perte de valeur, aucun test de dépréciation n'a été effectué.

7.3. CHARGES DE RATIONALISATION DES STRUCTURES

Division Automobile

Pour la division Automobile, les charges de rationalisation de structure du semestre s'élèvent à 89 millions d'euros.

Compte tenu notamment des plans décrits en note 1, les provisions pour la France s'élèvent à 568 millions d'euros au 30 juin 2013 (665 millions d'euros au 31 décembre 2012). Les dépenses du premier semestre 2013 couvertes par des reprises de provisions se sont élevées à 97 millions d'euros.

Division Equipement automobile (groupe Faurecia)

Les charges de rationalisation du groupe Faurecia s'élèvent à 39 millions d'euros au 30 juin 2013. Il s'agit, à hauteur de 37 millions de coûts de restructuration.

NOTE 8 - IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt du semestre est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par zones fiscales auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet. Les incidences fiscales des opérations spécifiques sont enregistrées dans la période propre à ces opérations.

Concernant l'intégration fiscale française, les impôts différés actifs sur déficits de 283 millions d'euros générés par les pertes fiscales du semestre de 822 millions d'euros ont été reconnus à hauteur de la part imputable sur les impôts différés passifs pour 45 millions d'euros. Le total des impôts différés actifs sur déficits France non reconnus représente au 30 juin 2013 un montant de 2 748 millions d'euros. Les déficits reportables de l'intégration fiscale France au 31 décembre 2012 s'élèvent à 8 333 millions d'euros.

La réconciliation entre l'impôt au taux légal en France et l'impôt du compte de résultat consolidé s'établit comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Résultat avant impôt des sociétés consolidées par intégration globale	(281)	(739)	(5 112)
<i>Taux d'impôt légal en France pour l'exercice</i>	36.1%	36.1%	36.1%
Impôt théorique calculé au taux d'impôt légal en France pour l'exercice	101	267	1 845
• Différences permanentes	34	2	(28)
• Résultat taxable à taux réduit	23	24	34
• Crédits d'impôts	51	14	10
• Résultat France non soumis au taux majoré	(8)	(16)	(93)
• Différences de taux à l'étranger et autres	(6)	43	(32)
Impôts sur les résultats avant perte de valeur sur l'intégration fiscale France	195	334	1 736
<i>Taux effectif d'impôt groupe</i>	69.6%	45.2%	34.0%
• Actifs sur déficits générés sur l'exercice non reconnus	(371)	(422)	(576)
• Pertes de valeur sur l'intégration fiscale France de Peugeot S.A.	-	-	(1 902)
• Autres pertes de valeur	(35)	(2)	(32)
Impôts sur les résultats	(211)	(90)	(774)

NOTE 9 - RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action part du Groupe et le résultat net dilué par action part du Groupe figurent en bas de page des comptes de résultats consolidés. Ils se déterminent de la manière suivante :

9.1. RÉSULTAT NET PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé compte tenu des différentes évolutions du capital social, sous déduction des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Résultat net consolidé des activités poursuivies - part du groupe (en millions d'euros)	(425)	(855)	(5 822)
Résultat net consolidé - part du groupe (en millions d'euros)	(426)	(818)	(5 008)
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	342 051 814	300 318 991	321 185 403
<i>Résultat net des activités poursuivies - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)</i>	-1.25	-2.85	-18.13
<i>Résultat net - part du groupe - par action de 1 euro (en euros)</i>	-1.25	-2.72	-15.59

9.2. RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION - PART DU GROUPE

Le résultat net par action après effet dilutif, est calculé suivant la méthode du « rachat d'actions ». Il est calculé en prenant en compte la levée des options d'achat d'actions, les plans d'attribution d'actions gratuites aux salariés et la conversion des OCEANE lorsqu'elle est dilutive. Les effets du calcul sont les suivants :

A. Effet sur le nombre moyen d'actions

	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Nombre moyen d'actions de 1 euro en circulation	342 051 814	300 318 991	321 185 403
Effet dilutif suivant la méthode du "rachat d'actions" des :			
- plans d'options d'achat d'actions	-	-	-
- OCEANE	-	-	-
Effet dilutif du plan d'attribution gratuite d'actions de Peugeot S.A.	-	-	-
Nombre moyen d'actions après dilution	342 051 814	300 318 991	321 185 403

Compte tenu du cours moyen de l'action Peugeot S.A. sur la période, les OCEANE de Peugeot S.A., les plans d'options d'achat d'actions n'ont pas eu d'effet de dilution potentielle.

B. Effet de la dilution de Faurecia sur le résultat net consolidé - part du Groupe

(en millions d'euros)	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Résultat net consolidé - part du Groupe	(426)	(818)	(5 008)
Effet de la dilution chez Faurecia	-	(3)	(2)
Résultat net consolidé (après effet de la dilution de Faurecia)	(426)	(821)	(5 010)
<i>Résultat net - part du Groupe - dilué par action (en euros)</i>	<i>-1.25</i>	<i>-2.73</i>	<i>-15.60</i>

L'OCEANE, les plans d'options d'achat d'actions ainsi que les plans d'attribution d'actions gratuites émis par Faurecia ont un effet potentiel sur le nombre total d'actions Faurecia en circulation sans impacter le nombre d'actions détenues par le Groupe. La part du groupe PSA dans le résultat net de Faurecia est ainsi diluée.

NOTE 10 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

Les sociétés mises en équivalence sont essentiellement des sociétés en coopération. Elles comprennent au sens de la norme IFRS 11 qui sera appliquée aux comptes 2014, les « co-entreprises » DPCA et CAPSA en Chine, ainsi que des entreprises qualifiées d'« opérations conjointes » TPCA, FM et Sevel Spa, pour des activités de développement ou de production avec d'autres constructeurs. Elles comprennent également des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, dont la principale est Gefco S.A.

10.1. EVOLUTION DE LA VALEUR D'EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	30 juin 2013	2012
À l'ouverture de l'exercice	1 536	1 472
Dividendes et transferts de résultat	(131)	(124)
Résultat net des sociétés mises en équivalence	96	160
Entrées en consolidation	-	18
Augmentation / (Diminution) de capital	2	22
Variations de périmètre et autre	(2)	7
Écart de conversion	20	(19)
À la clôture de l'exercice	1 521	1 536
Dont :		
• Ecart d'acquisition Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	75	73
• Ecart d'acquisition sur Gefco	57	57

10.2. QUOTE-PART DES CAPITAUX PROPRES DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

(en millions d'euros)	Dernier % de détention	30 juin 2013	31 décembre 2012
Coopération avec Renault			
Française de Mécanique	50 %	7	10
Société de Transmissions Automatiques	20 %	3	2
Coopération avec Fiat			
Sevel SpA	50 %	75	71
Coopération avec Toyota			
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	139	136
Coopération avec Dongfeng			
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile ⁽¹⁾	50 %	825	822
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd ⁽¹⁾	50 %	51	45
Coopération avec Changan			
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA)	50 %	196	214
Autres			
Groupe GEFCO ⁽¹⁾	25 %	143	141
Sociétés du groupe Faurecia		67	78
Autres hors Faurecia et GEFCO		10	10
Total		1 516	1 529

⁽¹⁾ Y compris écart d'acquisition

La quote-part des capitaux des sociétés mises en équivalence se décompose en 1 516 millions d'euros de quotes-parts de capitaux propres positives classées en "Titres mis en équivalence" et 5 millions d'euros de quotes-parts négatives classées en "Provisions non courantes".

10.3. QUOTE-PART DES RÉSULTATS NETS DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

<i>(en millions d'euros)</i>	Dernier % de détention			
		30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Coopération avec Renault				
Française de Mécanique	50 %	(3)	(1)	(5)
Société de Transmissions Automatiques	20 %	-	-	-
Coopération avec Fiat				
Sevel SpA	50 %	3	(4)	-
Coopération avec Toyota				
Toyota Peugeot Citroën Automobiles	50 %	8	12	15
Coopération avec Dongfeng				
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile	50 %	96	71	171
Dongfeng Peugeot Citroën Automobile Finance Company Ltd	50 %	4	4	7
Coopération avec Changan				
Changan PSA Automobiles Co., Ltd (CAPSA)	50 %	(23)	(13)	(18)
Autres				
Groupe GEFCO	25 %	5	na	na
Sociétés du groupe Faurecia		5	14	24
Autres hors Faurecia et GEFCO		1	1	2
Total - périmètre 2013		96	84	196
Total - sociétés sorties du périmètre de la mise en équivalence		-	(37)	(36)
Total		96	47	160

NOTE 11 - ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013		31 décembre 2012	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts et créances	336	173	227	812
Actifs financiers classés en "disponibles à la vente"	-	-	171	-
Actifs financiers classés en "juste valeur par résultat"	309	-	374	688
Instruments dérivés	1	2	-	1
Total des actifs financiers (valeurs nettes)	646	175	772	1 501

Les actifs financiers classés en « disponibles à la vente » concernaient au 31 décembre 2012 les actions BNP Paribas que le Groupe a cédées le 14 mars 2013 pour un montant de 177 millions d'euros. Cette opération a dégagé une plus-value avant impôts de 89 millions d'euros, prenant en compte le recyclage des variations de juste valeur précédemment classées en « Produits et charges nets comptabilisés directement en capitaux propres ».

La variation des actifs financiers courants résulte notamment d'un changement dans la structure de placements au bénéfice d'instruments financiers de moins de trois mois à l'origine, classés en trésorerie.

NOTE 12 - AUTRES ACTIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Excédents versés sur engagements de retraite	175	150
Parts FMEA ⁽¹⁾	68	74
Instruments dérivés ⁽²⁾	-	2
Dépôts de garantie et autres	284	288
Total	527	514

⁽¹⁾ Il s'agit d'un actif non courant évalué à la juste valeur, de niveau 3.

⁽²⁾ Ce poste correspond à la part non courante des instruments dérivés sur risque matières.

NOTE 13 - PRETS ET CREANCES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Encours net "Retail et Corporate & assimilés"		
Vente à crédit	9 329	9 777
Location longue durée	4 729	4 703
Location avec option d'achat	2 154	2 280
Autres créances	141	152
Comptes ordinaires et autres	122	95
Total encours net "Retail et Corporate & assimilés"	16 475	17 007
Encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"		
Financement aux réseaux	4 841	5 007
Autres créances	729	733
Comptes ordinaires et autres	324	314
Total encours net de financement de stock à la clientèle "Corporate réseaux"	5 894	6 054
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	36	85
Éliminations	(108)	(51)
Total	22 297	23 095

La juste valeur des prêts et créances des activités de financement s'élève à 22 116 millions d'euros au 30 juin 2013 (22 896 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les crédits à la clientèle finale comprennent 8 015 millions d'euros de créances de financement Automobile titrisées non décomptabilisées au 30 juin 2013 (6 742 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Les financements obtenus dans le cadre des titrisations sont présentés en note 20 « Dettes des activités de financement ».

Sur le premier semestre 2013, Banque PSA Finance a procédé à trois opérations de titrisation de créances en France et en Allemagne portant sur un montant d'encours à l'origine de 1 791 millions d'euros.

NOTE 14 - STOCKS

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Matières premières et approvisionnements	852	830	790
Produits semi-ouvrés et encours	1 148	1 237	1 025
Marchandises et véhicules d'occasion	820	797	1 148
Produits finis et pièces de rechange	3 412	3 852	3 230
Valeur nette totale	6 232	6 716	6 193
dont valeur brute	6 747	7 327	6 838
dont dépréciation	(515)	(611)	(645)

NOTE 15 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend :

15.1. ACTIVITÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Parts d'OPCVM, titres de créances négociables et dépôts bancaires	6 450	4 137
Comptes courants bancaires et caisses	1 620	1 284
Total activités industrielles et commerciales	8 070	5 421
<i>Part déposée auprès des activités de Financement</i>	<i>(344)</i>	<i>(279)</i>
Total	7 726	5 142

La trésorerie intègre les fonds en provenance notamment des passifs financiers contractés pour assurer les besoins de financement futurs (cf. note 19.1).

Au 30 juin 2013, les placements sont composés principalement de certificats de dépôt à hauteur de 300 millions d'euros, d'OPCVM monétaires pour 3 570 millions d'euros, de dépôts bancaires et bons monétaires au jour le jour pour 2 389 millions d'euros. Ces placements constituent des « Fonds monétaires Court Terme » conformément à la définition du Committee of European Securities Regulators (CESR).

15.2. ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾	1 293	603
• Comptes courants des banques centrales et valeurs reçues à l'encaissement	617	15
• Comptes et prêts financiers au jour le jour aux établissements de crédit	215	402
• Prêts à terme	170	-
• OPCVM	1	649
Réserve de liquidité	1 003	1 066
Total	2 296	1 669

⁽¹⁾ Ce poste représente notamment les derniers prélèvements à la clientèle de la période.

NOTE 16 - CAPITAL ET PROGRAMMES DE RACHATS D' ACTIONS

16.1. COMPOSITION ET EVOLUTION DU CAPITAL

Le capital au 30 juin 2013 s'élève à 354 848 992 euros, divisé en actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune. Il est entièrement libéré et inchangé depuis le 31 décembre 2012.

<i>(en euros)</i>	30 juin 2013	2012
Capital en début d'exercice	354 848 992	234 049 344
Augmentation de capital	-	120 799 648
OCEANE converties en actions	-	-
Capital en fin d'exercice	354 848 992	354 848 992

16.2. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales ordinaires, des actions de la société Peugeot S.A. peuvent être rachetées par le Groupe. Sur le premier semestre 2013, aucun rachat d'actions n'a été effectué.

La part du capital social détenu a évolué de la façon suivante :

<i>(en nombre d'actions)</i>	Autorisations	Réalizations	
		30 juin 2013	2012
Détentions à l'ouverture		12 788 628	17 187 450
Achat d'actions			
Assemblée Générale ordinaire du 25 avril 2012	22 696 289	-	-
Assemblée Générale ordinaire du 24 avril 2013	22 696 271	-	n/a
Annulation d'actions			
Assemblée Générale extraordinaire du 25 avril 2012	10% du capital	-	-
Assemblée Générale extraordinaire du 24 avril 2013	10% du capital	-	n/a
Ventes d'actions		-	(4 398 821)
Conversion d'OCEANE		(1)	(1)
Détentions à la clôture		12 788 627	12 788 628
• En prévision d'un futur contrat de liquidité		300 000	300 000
• Couverture de l'émission OCEANE du 23 juin 2009		8 116 657	8 064 858
• Couverture des plans d'options en cours		4 371 970	4 371 970
• Titres en surnombre à affecter		-	51 800

NOTE 17 - PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

17.1. ÉVOLUTION DES PROVISIONS NON COURANTES

(en millions d'euros)	30 juin 2013	2012
À l'ouverture de l'exercice	1 182	972
Variations par résultat		
Dotations	79	150
Utilisations	(34)	(88)
Reprises de provisions	(6)	(106)
	39	(44)
Autres variations		
Écart de conversion	(8)	(2)
Evaluation directe par capitaux propres	(25)	294
Variation de périmètre et autres	26	(38)
Total à la clôture	1 214	1 182
Dont provision pour retraite	1 072	1 040

ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET ASSIMILES

Comme indiqué en note 2, l'Amendement IAS 19 Avantages au personnel s'applique de façon obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 ainsi qu'aux exercices antérieurement présentés. En conséquence, les états de synthèse de l'exercice 2012 et du premier semestre 2012 ont été retraités (cf. note 3).

A. Hypothèses retenues

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite à la clôture sont les suivants :

	Zone euro	Royaume-Uni
Taux d'actualisation		
Juin 2013	3.20%	4.60%
Décembre 2012	3.00%	4.25%
Juin 2012	3.50%	4.50%
Taux d'inflation		
Juin 2013	1.80%	3.20%
Décembre 2012	1.80%	2.70%
Juin 2012	1.80%	2.70%

B. Impacts de l'application de l'amendement de la norme IAS 19 applicables aux données précédemment publiées

(en millions d'euros)	31 décembre 2012 - IAS19R				31 décembre 2012 - IAS19			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	(1 747)	(1 782)	(654)	(4 183)	(1 747)	(1 782)	(654)	(4 183)
Juste valeur des actifs financiers	1 107	1 893	305	3 305	1 107	1 893	305	3 305
Surplus ou (déficit)	(640)	111	(349)	(878)	(640)	111	(349)	(878)
Écarts actuariels non comptabilisés au bilan	-	-	-	-	319	36	122	477
Coûts des services passés non comptabilisés au bilan	-	-	-	-	58	-	-	58
(Provisions) actifs nets avant IFRIC 14	(640)	111	(349)	(878)	(263)	147	(227)	(343)
Provision pour financement minimum	-	(12)	-	(12)	-	(12)	-	(12)
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(640)	99	(349)	(890)	(263)	135	(227)	(355)
Dont provisions	(641)	(50)	(349)	(1 040)	(264)	(18)	(227)	(509)
Dont actifs	1	149	-	150	1	153	-	154
Écarts actuariels et coûts des services passés comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts différés)	377	36	122	535				
Écarts actuariels et coûts des services passés comptabilisés directement en capitaux propres (après impôts différés)	265	19	101	385				

A fin juin 2012, l'application de l'amendement de la norme IAS19 aurait conduit à provisionner intégralement les engagements nets de la juste valeur des fonds, soit une majoration de 411 millions d'euros, dont 407 millions d'euros de majoration des engagements de retraites et 4 millions d'euros de majoration des frais médicaux chez Faurecia.

C. Détail des postes de bilan au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	30 juin 2013 - IAS19R			
	France	Royaume-Uni	Autres pays	Total
Valeur actuelle des prestations pour services rendus	(1 713)	(1 757)	(650)	(4 120)
Juste valeur des actifs financiers	1 039	1 890	305	3 234
(Provisions) actifs nets avant IFRIC 14	(674)	133	(345)	(886)
Provision pour financement minimum	-	(11)	-	(11)
(Provisions) actifs nets reconnus au bilan	(674)	122	(345)	(897)
Dont provisions	(679)	(48)	(345)	(1 072)
Dont actifs	5	170	-	175
Écarts actuariels et coûts des services passés comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts différés)	364	27	115	506

17.2. ÉVOLUTION DES PROVISIONS COURANTES

A. Détail par nature

(en millions d'euros)	30 juin 2013	31 décembre 2012
Garantie	681	689
Litiges commerciaux et fiscaux	464	443
Restructuration	726	847
Pertes futures sur contrats	454	587
Contrats de ventes avec clause de rachat (buy-back)	210	194
Autres	281	304
Total	2 816	3 064

B. Evolutions

(en millions d'euros)	30 juin 2013	2012
À l'ouverture de l'exercice	3 064	2 299
Variations par résultat		
Dotations	599	2 112
Utilisations	(571)	(1 134)
Reprises de provisions	(238)	(170)
	(210)	808
Autres variations		
Écart de conversion	(41)	(38)
Variation de périmètre et autres	3	(5)
Total à la clôture	2 816	3 064

NOTE 18 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

(en millions d'euros)	30 juin 2013		31 décembre 2012	
	Coût amorti ou juste valeur		Coût amorti ou juste valeur	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts obligataires convertibles ⁽¹⁾	924	22	907	15
Emprunts obligataires	5 601	1 052	4 616	960
Fonds de participation des salariés	3	1	4	2
Emprunts sur locations financement	232	69	243	90
Autres emprunts d'origine long terme ⁽²⁾	2 182	371	2 037	719
Autres financements à court terme et découverts bancaires	-	1 585	-	1 072
Instruments dérivés	6	4	21	6
Total des passifs financiers	8 948	3 104	7 828	2 864

⁽¹⁾ Le coût amorti de l'OCEANE s'entend après comptabilisation séparée en capitaux propres de l'option de conversion en actions.

⁽²⁾ Les autres emprunts d'origine long terme incluent un passif financier évalué à la juste valeur de niveau 3 d'un montant de 85 millions d'euros (85 millions d'euros au 31 décembre 2012).

L'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des passifs financiers courants et non courants des activités industrielles et commerciales n'est pas significatif.

18.1. OPÉRATIONS DE FINANCEMENT

Le premier semestre 2013 a enregistré notamment les opérations suivantes.

Le 28 février 2013, Peugeot S.A. a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire de 1 milliard d'euros à échéance mars 2018, assortie d'un coupon annuel de 7,375%.

Le 24 avril 2013, Peugeot Citroën Automobiles a remboursé à l'échéance le prêt de 400 millions d'euros accordé par la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.). Par ailleurs, un accord a été obtenu de la B.E.I. pour un nouvel emprunt de 300 millions d'euros non encore tiré au 30 juin 2013.

Sur le premier semestre, Peugeot Citroën do Brasil a souscrit de nouveaux emprunts, principalement auprès de la Banco Nacional Do Desenvolvimento (B.N.D.E.S.), pour un montant total de 188 millions d'euros.

Sur le premier semestre, Faurecia a procédé au tirage d'une partie de ses lignes de crédit syndiqué pour un montant de 50 millions d'euros.

18.2. CONVENTIONS DE CESSIONS DE CREANCES

La division Automobile et le groupe Faurecia assurent une partie de leur financement par des contrats de cessions de créances commerciales à des établissements financiers. Les créances cédées sont décomptabilisées lorsqu'elles répondent aux critères de la norme IAS 39.

(en millions d'euros)	30 juin 2013			31 décembre 2012		
	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Part cédée et maintenue à l'actif du groupe	Part cédée et décompta- -bilisée	Total cédé à des institutions financières hors groupe	Part cédée et maintenue à l'actif du groupe	Part cédée et décompta- -bilisée
Encours de financement maximum autorisé	1 780			1 501		
- dont groupe Faurecia	767			710		
Cédées à des institutions financières hors groupe	1 255	266	989	864	186	678
- dont groupe Faurecia	399	144	255	282	105	177
Dont part financée⁽¹⁾	1 119	130	989	799	121	678
- dont groupe Faurecia	385	130	255	266	89	177
Dont part non financée	136	136		65	65	
- dont groupe Faurecia	14	14		16	16	

⁽¹⁾ La part financée des créances correspond à celle qui a donné lieu à réception de trésorerie.

Par ailleurs, Peugeot S.A. et Faurecia ont cédé et décomptabilisé sur le 1^{er} semestre 2013 une partie de leurs créances détenues sur l'État français au titre des crédits d'impôt recherche 2012, pour un total de 105 millions d'euros. La trésorerie reçue au 30 juin 2013 s'élève à 98 millions d'euros.

Les opérations de cession de créances constituent des financements courants. En dehors de ces opérations, aucune opération ponctuelle n'a été réalisée à fin juin 2013.

NOTE 19 - ENDETTEMENT NET DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

L'endettement net des activités industrielles et commerciales est un indicateur financier non défini par les normes IFRS. Selon la définition du Groupe, il correspond aux passifs financiers, nets des actifs financiers qui sont donnés en garantie ou qui pourront être mobilisés pour le remboursement de ces passifs ainsi que ceux qui sont affectés à des dépenses spécifiques des sociétés industrielles et commerciales. Cette définition est inchangée depuis la première application des normes IFRS dans le Groupe. La part de ces actifs financiers non mobilisables rapidement n'est pas prise en compte dans la sécurité financière (cf. note 19.4).

19.1. COMPOSITION DE L'ENDETTEMENT NET

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Position aux bornes des sociétés industrielles et commerciales		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 070	5 421
Autres actifs financiers non courants	585	664
Actifs financiers courants	175	1 501
Passifs financiers non courants	(8 948)	(7 828)
Passifs financiers courants	(3 203)	(2 906)
(Endettement net) Position financière nette aux bornes des sociétés industrielles et commerciales	(3 321)	(3 148)
Dont position hors groupe	(3 566)	(3 385)
Dont position vis-à-vis des sociétés de financement	245	237

19.2. EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT NET

Le Groupe a poursuivi sa gestion du risque de liquidité telle que décrite dans la note 37.1.A des comptes consolidés 2012 visant à une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie.

Les flux d'exploitation du semestre ont représenté une ressource de trésorerie de 970 millions d'euros, résultant d'une marge brute d'autofinancement positive de 717 millions d'euros et d'une baisse des actifs et passifs d'exploitation de 253 millions d'euros. Cet accroissement est analysé en note 21.2.

Les investissements nets du semestre en immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevés à 1 205 millions d'euros. Les autres besoins de financement du semestre s'élèvent à 128 millions et portent essentiellement sur la libération du capital résiduel de CAPSA à hauteur de 71 millions d'euros.

Les ressources financières du semestre ont été les suivantes :

- le dividende de Banque PSA Finance pour 281 millions d'euros, et de PSA Assurance pour 5 millions d'euros,
- l'augmentation de capital de 3 millions d'euros souscrits dans des filiales Faurecia par des actionnaires minoritaires,
- l'augmentation de l'endettement net pour 74 millions d'euros.

Dans ce cadre :

- La trésorerie s'élève à 8 070 millions d'euros à fin juin 2013 contre 5 421 millions d'euros au 31 décembre 2012. Les actifs financiers courants s'élèvent à 175 millions d'euros à fin juin 2013 contre 1 501 millions d'euros au 31 décembre 2012. Ces évolutions résultent notamment d'un changement dans la structure des placements. La trésorerie est placée en instruments financiers sans risque auprès de banques de premier plan.
- L'endettement net hors trésorerie a augmenté de 2 641 millions d'euros en raison notamment de :
 - La souscription de nouveaux emprunts pour 1 369 millions d'euros.
 - Une diminution des placements à court terme pour 1 309 millions d'euros.
 - Une augmentation des financements à court terme pour 597 millions d'euros.
 - Des remboursements d'emprunts pour 596 millions d'euros dont 400 millions d'euros auprès de la B.E.I. (cf. note 18.1 et 21.4).

19.3. LIGNES DE CRÉDIT

Les sociétés industrielles et commerciales bénéficient, dans le cadre des lignes de crédits renouvelables dont les échéances s'échelonnent jusqu'en 2016, de possibilités d'emprunts complémentaires dans les limites suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Hors Faurecia : Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie	2 400	2 400
Faurecia	800	850
Lignes de crédits confirmées non tirées	3 200	3 250

L'échéance de la ligne Peugeot S.A. et GIE PSA Trésorerie est à juillet 2015 pour un montant de 2 225 millions d'euros, le solde de 175 millions d'euros à échéance juillet 2014. Aucun tirage n'est effectué sur cette ligne au 30 juin 2013.

Le tirage de cette ligne est conditionné au respect d'un ratio dettes nettes des sociétés industrielles et commerciales sur capitaux propres inférieur à 1.

Les possibilités d'emprunts complémentaires de Faurecia, indépendantes de celles de Peugeot S.A., résultent d'une ligne de crédit syndiqué de 1 150 millions d'euros, non tirée au 30 juin 2013 pour 800 millions d'euros :

- 20 millions d'euros non tirés sur un total disponible de 41 millions d'euros à échéance décembre 2014,
- 320 millions d'euros non tirés sur un total disponible de 649 millions d'euros à échéance décembre 2015,
- 460 millions d'euros à échéance décembre 2016.

19.4. SECURITE FINANCIERE

La sécurité financière correspond à la trésorerie disponible, aux actifs financiers mobilisables rapidement et aux lignes de crédit non tirées.

Les actifs financiers courants et non courants pris en compte dans la sécurité financière s'élèvent respectivement à 152 millions d'euros (1 353 millions d'euros au 31 décembre 2012) et à 337 millions d'euros (550 millions d'euros au 31 décembre 2012), soit un total de 489 millions d'euros (1 903 millions d'euros au 31 décembre 2012).

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Trésorerie (note 15.1)	8 070	5 421
Actifs financiers courants et non courants (note 19.1)	489	1 903
Total	8 559	7 324
Lignes de crédit (non tirées) - hors Faurecia (note 19.3)	2 400	2 400
Lignes de crédit (non tirées) - Faurecia (note 19.3)	800	850
Total sécurité financière	11 759	10 574

La sécurité financière couvre l'ensemble des besoins de financement des douze prochains mois prévus à ce jour des activités industrielles et commerciales.

NOTE 20 - DETTES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

20.1. DETTES DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Titres émis par les FCC dans le cadre des titrisations	5 343	4 246
Autres emprunts obligataires	413	413
Autres dettes constituées par un titre	9 064	8 891
Dettes envers les établissements de crédit	5 822	8 103
	20 642	21 653
Dettes envers la clientèle	1 417	487
	22 059	22 140
<i>Dettes envers les activités industrielles et commerciales</i>	<i>(351)</i>	<i>(279)</i>
Total	21 708	21 861

La juste valeur des dettes des activités de financement s'élève à 22 299 millions d'euros au 30 juin 2013 (22 410 millions d'euros au 31 décembre 2012).

Le premier semestre 2013 a notamment enregistré les opérations suivantes.

Le 25 mars 2013, Banque PSA Finance a procédé à une émission obligataire à taux fixe à échéance avril 2016 d'un montant de 1,2 milliard d'euros, assortie d'un coupon de 0,625%.

Cette émission a été réalisée dans le cadre de l'autorisation temporaire de la Commission européenne pour l'utilisation de la garantie de l'Etat français obtenue le 11 février 2013.

Banque PSA Finance s'est financée auprès de la Banque Centrale Européenne dans le cadre de l'opération de financement à long terme (LTRO). Le montant au 30 juin 2013 s'élève à 700 millions d'euros.

Trois opérations de titrisation ont été réalisées en France et en Allemagne (cf. note 13).

Un prêt bancaire collatéralisé par des créances de vente à crédit belges a été mis en place en avril 2013, générant un financement net à l'origine de 92 millions d'euros.

En mars 2013, une offre de compte sur livret rémunéré à l'intention de la clientèle des particuliers en France a été lancée sous la marque Distingo. Elle représente un encours au 30 juin 2013 de 782 millions d'euros.

20.2. LIGNES DE CREDIT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	2012
Lignes de crédits confirmées non tirées	6 215	6 726

Ces lignes de crédit sont par ordre de priorité de tirage les suivantes :

- 2 299 millions d'euros non tirés sur le Term-loan syndiqué de 4 099 millions d'euros, consistant des engagements reçus de financements, principalement à long terme,
- 395 millions d'euros non tirés sur des lignes bilatérales revolving de 920 millions d'euros, consistant des engagements reçus de financements, principalement à long terme.
- 121 millions d'euros non tirés sur les autres lignes de crédit bancaire,
- Les lignes de back up syndiqué suivantes pour un montant de 3 400 millions d'euros :
 - 184 millions d'euros à échéance juin 2014,
 - 216 millions d'euros à échéance décembre 2014,
 - 1 784 millions d'euros à échéance décembre 2015,
 - 1 216 millions d'euros à échéance janvier 2016.

En cas de modification de la notation de Banque PSA Finance, les conditions financières de certaines de ces lignes peuvent être modifiées, mais leur montant ne saurait être réduit.

20.3. SECURITE FINANCIERE

La sécurité financière de Banque PSA Finance correspond à sa réserve de liquidité (cf. note 15.2), aux lignes de crédit confirmées non tirées (lignes bilatérales revolving et lignes de sécurité syndiquées auprès du pool bancaire) et au collatéral disponible auprès de la Banque Centrale Européenne (B.C.E.).

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	31 décembre 2012
Réserve de liquidité (note 15.2)	1 003	1 066
Lignes de crédit confirmées non tirées	6 215	6 726
Collatéral disponible auprès de la B.C.E.	805	441
Total sécurité financière	8 023	8 233

20.4. GESTION DU RISQUE DE LIQUIDITE

Banque PSA Finance recherche constamment le compromis optimal entre la sécurité en termes de liquidité, qui demeure la priorité, et une optimisation de ses coûts de financement.

Les financements sont mis en place avec des maturités qui couvrent largement les échéances du portefeuille de crédit client final. La maturité des financements à moyen et long terme mis en place en 2013 est en moyenne de 2,8 ans.

Banque PSA Finance cherche à maintenir en permanence un certain niveau de sécurité financière (cf. note 20.3) pour pouvoir couvrir au moins six mois de besoins de financement. L'objectif à six mois correspond aux résultats d'un stress test dont le scénario est une continuité du financement des nouveaux encours basés sur les prévisions d'activité malgré une fermeture des marchés financiers. Au 30 juin 2013, la sécurité financière représente 8 023 millions d'euros.

Les lignes bancaires associées aux actions de titrisation, de collatéralisation, et à l'émission obligataire réalisée en mars 2013, assurent le financement de Banque PSA Finance sur au moins les douze prochains mois.

NOTE 21 - NOTES ANNEXES AUX TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

21.1. TRESORERIE NETTE PRESENTEE AU TABLEAU DE FLUX

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 070	7 507	5 421
Paiements émis ⁽¹⁾	(183)	(123)	(22)
Trésorerie nette des activités industrielles et commerciales	7 887	7 384	5 399
Trésorerie nette des activités de financement	2 296	827	1 669
<i>Élimination des opérations réciproques</i>	(344)	(324)	(279)
Total	9 839	7 887	6 789

⁽¹⁾ Il s'agit de paiements en attente de débit des comptes de banque.

21.2. DETAIL DES FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
(Augmentation) Diminution des stocks	(165)	(77)	339
(Augmentation) Diminution des clients	(727)	(1 071)	(9)
Augmentation (Diminution) des fournisseurs	986	355	(835)
Variation des impôts	(129)	70	102
Autres variations	288	452	(199)
	253	(271)	(602)
<i>Flux vers les activités de financement</i>	71	39	(92)
Total	324	(232)	(694)

Cessions de créances clients à des institutions financières hors Groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Créances cédées et décomptabilisées	989	517	678
- dont groupe Faurecia	255	214	177
Créances cédées et maintenues à l'actif	266	194	186
- dont groupe Faurecia	144	114	105

21.3. DETAIL DES FLUX D'EXPLOITATION DES ACTIVITES DE FINANCEMENT

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
(Augmentation) Diminution des créances de financement des ventes	458	(414)	1 151
(Augmentation) Diminution des placements à court terme	43	71	(64)
Augmentation (Diminution) des dettes financières	228	307	(322)
Variation des impôts	28	10	(33)
Autres variations	19	58	28
	776	32	760
<i>Flux vers les activités industrielles et commerciales</i>	<i>(83)</i>	<i>(19)</i>	<i>28</i>
Total	693	13	788

21.4. VARIATIONS DES AUTRES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS DES ACTIVITES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2013	30 juin 2012	2012
Augmentation des emprunts	1 369	1 621	1 943
Remboursement des emprunts et conversions d'obligations	(596)	(287)	(599)
(Augmentation) Diminution des actifs financiers non courants	66	1	187
(Augmentation) Diminution des actifs financiers courants	1 309	430	(505)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers courants	493	151	(351)
	2 641	1 916	675
<i>Flux vers les activités de financement</i>	<i>(56)</i>	<i>(123)</i>	<i>4</i>
Total	2 585	1 793	679

NOTE 22 - ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PASSIFS EVENTUELS

Aucune autre évolution significative des engagements hors bilan et passifs éventuels n'est à signaler depuis la clôture 2012.

NOTE 23 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

EMPRUNT DE LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT (B.E.I.)

Le 30 juillet 2013, le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. a autorisé la mise en place d'un nouvel emprunt auprès de la Banque Européenne d'Investissement (B.E.I.) d'un montant de 300 millions d'euros (cf. note 1).

IV- DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Responsable du Rapport financier semestriel

Monsieur Philippe VARIN

Président du Directoire

Peugeot S.A.

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité (figurant en pages 3 à 23) présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.»

Philippe Varin

Président du Directoire de Peugeot S.A.

Responsable de l'information financière

Carole Dupont Pietri

Directeur de la Communication financière

Tel. : 01 40 66 42 59

V – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Peugeot S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, dans le contexte de l'environnement économique et financier du groupe, tel qu'exposé dans le rapport semestriel d'activité, nous attirons votre attention sur les notes suivantes des annexes aux comptes :

- la note 7.1 relative aux hypothèses et conclusions des tests de pertes de valeur des actifs de la division automobile ;
- les notes 19 et 20 qui exposent la situation de liquidité du groupe et de Banque PSA Finance ;
- les notes 3.1 et 17.1 qui exposent les incidences de la première application de la norme IAS 19 révisée.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 30 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Marc Stoessel

Christian Mouillon

PSA Peugeot Citroën : ventes mondiales S1 2012 et S1 2013 (VP + VUL)

		S1 2012	S1 2013
Europe*	Peugeot	525 000	460 000
	Citroën	455 000	395 000
	Total PSA	980 000	855 000
Russie	Peugeot	23 000	17 000
	Citroën	18 000	14 000
	Total PSA	41 000	32 000
Amérique latine	Peugeot	76 000	87 000
	Citroën	45 000	59 000
	Total PSA	121 000	146 000
Chine	Peugeot	104 000	140 000
	Citroën	106 000	138 000
	Total PSA	210 000	278 000
Reste du monde	Peugeot	84 000	103 000
	Citroën	40 000	46 000
	Total PSA	124 000	149 000
Total Véhicules Montés (VM)	Peugeot	812 000	808 000
	Citroën	664 000	653 000
	Total PSA	1 476 000	1 460 000
Éléments Détachés (ED)	Peugeot	143 000	1000
	Citroën	0	0
	Total PSA	143 000	1000
Total VM+ED	Peugeot	955 000	808 000
	Citroën	664 000	653 000
	Total PSA	1 619 000	1 461 000

* Europe : UE, AELE, Croatie, Albanie, Bosnie, Kosovo, Macédoine, Monténégro, Serbie

Groupe PSA Peugeot Citroën – Ventes mondiales par modèle

<i>Voitures particulières et véhicules utilitaires légers</i>	Janv. à Juin 2013	Janv. à Juin 2012	Variation
Marque Peugeot			
iOn	100	900	-88,9%
107	32 800	44 900	-26,9%
206	45 400	115 900	-60,8%
207	40 400	107 700	-62,5%
208	178 800	75 100	++
2008	17 600	-	-
301	37 400	100	++
307	9 700	19 000	-48,9%
308	116 000	137 900	-15,9%
408	43 500	33 200	31,0%
3008	73 700	62 000	18,9%
5008	24 800	31 500	-21,3%
405	-	110 600	-
407	-	100	-
508	50 300	68 900	-27,0%
807	1 700	2 900	-41,4%
4007	700	2 000	-65,0%
4008	4 200	4 200	0,0%
RCZ	5 300	6 800	-22,1%
Bipper	12 200	14 600	-16,4%
Partner	73 600	75 600	-2,6%
Expert	12 700	14 900	-14,8%
Boxer	27 400	26 600	3,0%
TOTAL	808 400	955 300	-15,4%
Marque Citroën			
C-Zero	100	1 200	-91,7%
C1	35 100	37 600	-6,6%
C2	6 100	6 900	-11,6%
C3	82 600	122 600	-32,6%
C3 Picasso	49 800	41 500	20,0%
DS3	39 700	35 800	10,9%
ZX	35 600	30 000	18,7%
C-Elysée	22 800	100	++
Xsara Picasso	-	2 900	-
C4	143 800	132 500	8,5%
C4 Picasso	45 600	46 800	-2,6%
DS4	17 900	17 900	0,0%
C5	33 200	38 900	-14,7%
DS5	12 900	14 400	-10,4%
C6	-	400	-
C8	1 500	2 300	-34,8%
C-Crosser	100	2 300	-95,7%
C4 Aircross	6 800	6 900	-1,4%
Nemo	10 100	14 600	-30,8%
Berlingo	73 300	73 200	0,1%
Jumpy	12 900	13 300	-3,0%
Jumper	22 300	22 100	0,9%
TOTAL	652 300	664 100	-1,7%
TOTAL PSA Peugeot Citroën	1 460 700	1 619 400	-9,8%

Immatriculations de voitures particulières sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013	Janv. à Juin 2012
	Volume	Volume
FRANCE	931 500	1 049 000
ALLEMAGNE	1 502 600	1 634 400
AUTRICHE	171 200	187 000
BELUX	316 300	313 800
DANEMARK	91 800	84 200
ESPAGNE	386 400	406 100
FINLANDE	56 500	66 900
GRECE	30 400	32 400
IRLANDE	53 200	66 700
ISLANDE	4 800	4 900
ITALIE	731 100	815 100
NORVEGE	70 600	69 400
PAYS BAS	211 200	331 300
PORTUGAL	55 000	53 400
ROYAUME-UNI	1 163 600	1 057 700
SUEDE	128 900	142 600
SUISSE	156 300	178 500
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	6 061 400	6 493 300
CROATIE	15 400	20 200
HONGRIE	27 200	27 800
POLOGNE	147 300	147 600
REP.TCHEQUE	80 600	93 300
SLOVAQUIE	31 800	34 000
SLOVENIE	28 900	29 200
TOTAL PECO	331 100	352 000
PAYS BALTES	21 500	22 000
BULGARIE + ROUMANIE	38 200	45 700
MALTE + CHYPRE	6 500	9 400
TOTAL EUROPE 30 PAYS	6 458 600	6 922 400

Immatriculations de véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013	Janv. à Juin 2012
	Volume	Volume
FRANCE	188 400	207 500
ALLEMAGNE	101 900	112 200
AUTRICHE	15 400	16 900
BELUX	35 400	35 300
DANEMARK	11 700	12 100
ESPAGNE	40 900	42 400
FINLANDE	5 800	7 100
GRECE	1 800	1 900
IRLANDE	6 900	7 700
ISLANDE	300	200
ITALIE	51 000	64 700
NORVEGE	16 700	16 800
PAYS BAS	28 600	34 000
PORTUGAL	7 500	7 900
ROYAUME-UNI	136 900	124 900
SUEDE	18 400	20 500
SUISSE	17 100	18 300
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	684 700	730 200
CROATIE	2 500	1 900
HONGRIE	4 800	5 500
POLOGNE	19 900	21 300
REP.TCHEQUE	5 400	6 800
SLOVAQUIE	2 700	2 800
SLOVENIE	3 000	3 000
TOTAL PECO	38 300	41 400
PAYS BALTES	3 400	3 300
BULGARIE + ROUMANIE	6 300	6 700
MALTE + CHYPRE	800	1 000
TOTAL EUROPE 30 PAYS	733 400	782 500

Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013	Janv. à Juin 2012
	Volume	Volume
FRANCE	1 119 900	1 256 500
ALLEMAGNE	1 604 500	1 746 600
AUTRICHE	186 600	203 800
BELUX	351 700	349 100
DANEMARK	103 500	96 300
ESPAGNE	427 200	448 400
FINLANDE	62 200	74 000
GRECE	32 100	34 300
IRLANDE	60 100	74 400
ISLANDE	5 100	5 100
ITALIE	782 100	879 800
NORVEGE	87 300	86 100
PAYS BAS	239 800	365 400
PORTUGAL	62 500	61 200
ROYAUME-UNI	1 300 500	1 182 600
SUEDE	147 300	163 100
SUISSE	173 400	196 800
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	6 745 800	7 223 500
CROATIE	17 900	22 100
HONGRIE	31 900	33 300
POLOGNE	167 200	168 900
REP.TCHEQUE	86 000	100 100
SLOVAQUIE	34 500	36 800
SLOVENIE	32 000	32 200
TOTAL PECO	369 500	393 400
PAYS BALTES	24 900	25 300
BULGARIE + ROUMANIE	44 500	52 300
MALTE + CHYPRE	7 300	10 400
TOTAL EUROPE 30 PAYS	7 192 100	7 704 900

Groupe PSA Peugeot Citroën – Immatriculations de voitures particulières sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013		Janv. à Juin 2012	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	275 700	29,6%	321 000	30,6%
ALLEMAGNE	54 200	3,6%	75 600	4,6%
AUTRICHE	9 500	5,5%	14 700	7,9%
BELUX	45 800	14,5%	49 200	15,7%
DANEMARK	12 000	13,1%	14 700	17,5%
ESPAGNE	55 900	14,5%	65 100	16,0%
FINLANDE	2 700	4,8%	3 900	5,8%
GRECE	2 800	9,3%	3 500	10,7%
IRLANDE	2 600	4,9%	2 900	4,4%
ISLANDE *	100	1,5%	100	2,9%
ITALIE	68 900	9,4%	80 400	9,9%
NORVEGE	4 200	5,9%	4 800	7,0%
PAYS BAS	26 900	12,7%	41 100	12,4%
PORTUGAL	7 700	14,1%	7 500	14,0%
ROYAUME-UNI	99 000	8,5%	89 800	8,5%
SUEDE	6 400	5,0%	8 400	5,9%
SUISSE	11 600	7,4%	13 600	7,6%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	686 000	11,3%	796 300	12,3%
CROATIE	2 100	13,7%	3 300	16,1%
HONGRIE	1 900	7,0%	1 300	4,5%
POLOGNE	10 800	7,4%	11 600	7,9%
REP.TCHEQUE	6 800	8,5%	6 500	7,0%
SLOVAQUIE	3 400	10,6%	3 000	8,7%
SLOVENIE	4 100	14,2%	3 900	13,4%
TOTAL PECO	29 100	8,8%	29 500	8,4%
PAYS BALTES	1 700	7,9%	2 100	9,7%
BULGARIE + ROUMANIE	2 000	5,1%	2 400	5,3%
MALTE + CHYPRE	600	9,2%	500	5,7%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	719 500	11,1%	830 900	12,0%

* Le nombre de véhicules vendus en Islande est inférieur à 100 unités

Groupe PSA Peugeot Citroën - Immatriculations de véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013		Janv. à Juin 2012	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	63 500	33,7%	68 000	32,8%
ALLEMAGNE	10 200	10,0%	11 000	9,8%
AUTRICHE	1 600	10,3%	1 800	10,6%
BELUX	9 000	25,5%	8 800	25,0%
DANEMARK	1 500	12,5%	1 600	13,1%
ESPAGNE	13 300	32,5%	14 400	34,0%
FINLANDE	400	6,1%	500	6,3%
GRECE	200	9,2%	100	7,6%
IRLANDE	800	11,3%	800	10,8%
ISLANDE	18	5,5%	4	1,8%
ITALIE	7 900	15,5%	9 000	13,9%
NORVEGE	2 500	15,1%	2 500	14,6%
PAYS BAS	4 800	16,8%	5 200	15,2%
PORTUGAL	2 100	27,5%	2 200	28,1%
ROYAUME-UNI	21 300	15,6%	20 000	16,0%
SUEDE	2 500	13,4%	3 300	16,3%
SUISSE	2 100	12,3%	2 200	12,0%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	143 700	21,0%	151 300	20,7%
CROATIE	600	25,8%	500	25,8%
HONGRIE	900	18,4%	1 000	17,5%
POLOGNE	4 200	21,0%	4 000	18,9%
REP.TCHEQUE	1 100	20,4%	1 200	17,9%
SLOVAQUIE	800	30,2%	900	31,2%
SLOVENIE	1 200	40,8%	1 200	38,9%
TOTAL PECO	8 800	23,1%	8 700	21,1%
PAYS BALTES	900	26,4%	700	22,1%
BULGARIE + ROUMANIE	1 000	15,9%	1 000	14,8%
MALTE + CHYPRE	100	18,4%	200	17,8%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	154 400	21,1%	162 000	20,7%

**Groupe PSA Peugeot Citroën - Immatriculations de voitures particulières
et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens**

	Janv. à Juin 2013		Janv. à Juin 2012	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	339 200	30,3%	388 900	31,0%
ALLEMAGNE	64 300	4,0%	86 600	5,0%
AUTRICHE	11 100	5,9%	16 500	8,1%
BELUX	54 900	15,6%	58 000	16,6%
DANEMARK	13 500	13,0%	16 300	16,9%
ESPAGNE	69 200	16,2%	79 500	17,7%
FINLANDE	3 100	4,9%	4 400	5,9%
GRECE	3 000	9,3%	3 600	10,5%
IRLANDE	3 400	5,7%	3 700	5,0%
ISLANDE	100	1,7%	100	2,9%
ITALIE	76 800	9,8%	89 400	10,2%
NORVEGE	6 700	7,7%	7 300	8,5%
PAYS BAS	31 700	13,2%	46 200	12,7%
PORTUGAL	9 800	15,7%	9 700	15,8%
ROYAUME-UNI	120 400	9,3%	109 800	9,3%
SUEDE	8 900	6,0%	11 800	7,2%
SUISSE	13 700	7,9%	15 800	8,0%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	829 800	12,3%	947 700	13,1%
CROATIE	2 700	15,4%	3 800	17,0%
HONGRIE	2 800	8,7%	2 200	6,7%
POLOGNE	15 000	9,0%	15 600	9,3%
REP.TCHEQUE	7 900	9,2%	7 700	7,7%
SLOVAQUIE	4 200	12,2%	3 800	10,4%
SLOVENIE	5 300	16,7%	5 100	15,8%
TOTAL PECO	37 900	10,3%	38 200	9,7%
PAYS BALTES	2 600	10,5%	2 900	11,3%
BULGARIE + ROUMANIE	3 000	6,6%	3 400	6,5%
MALTE + CHYPRE	700	10,2%	700	6,9%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	873 900	12,2%	992 900	12,9%

**Marque Peugeot – Immatriculations de voitures particulières et véhicules
utilitaires légers sur les marchés européens**

	Janv. à Juin 2013		Janv. à Juin 2012	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	183 700	16,4%	204 200	16,3%
ALLEMAGNE	32 700	2,0%	45 700	2,6%
AUTRICHE	6 300	3,4%	9 000	4,4%
BELUX	28 100	8,0%	29 100	8,3%
DANEMARK	7 000	6,7%	8 800	9,1%
ESPAGNE	37 300	8,7%	39 100	8,7%
FINLANDE	1 500	2,4%	2 200	3,0%
GRECE	1 000	3,2%	1 400	4,2%
IRLANDE	2 000	3,3%	2 300	3,1%
ISLANDE	24	0,5%	100	1,5%
ITALIE	38 800	5,0%	42 900	4,9%
NORVEGE	4 100	4,7%	4 400	5,1%
PAYS BAS	19 500	8,1%	28 300	7,7%
PORTUGAL	5 900	9,5%	5 800	9,4%
ROYAUME-UNI	66 300	5,1%	63 100	5,3%
SUEDE	5 500	3,8%	7 300	4,5%
SUISSE	7 100	4,1%	8 000	4,1%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	446 800	6,6%	501 600	6,9%
CROATIE	1 500	8,2%	1 900	8,8%
HONGRIE	1 500	4,6%	1 200	3,6%
POLOGNE	9 200	5,5%	8 400	5,0%
REP.TCHEQUE	4 200	4,9%	4 300	4,3%
SLOVAQUIE	2 300	6,5%	2 300	6,3%
SLOVENIE	3 000	9,4%	2 900	9,0%
TOTAL PECO	21 700	5,8%	21 000	5,3%
PAYS BALTES	1 600	6,5%	2 000	8,0%
BULGARIE + ROUMANIE	2 100	4,7%	2 100	4,1%
MALTE + CHYPRE	600	8,3%	500	5,2%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	472 700	6,6%	527 300	6,8%

Marque Citroën – Immatriculations de voitures particulières et véhicules utilitaires légers sur les marchés européens

	Janv. à Juin 2013		Janv. à Juin 2012	
	Volume	Part de marché (%)	Volume	Part de marché (%)
FRANCE	155 500	13,9%	184 700	14,7%
ALLEMAGNE	31 700	2,0%	40 900	2,3%
AUTRICHE	4 800	2,6%	7 600	3,7%
BELUX	26 800	7,6%	28 900	8,3%
DANEMARK	6 500	6,2%	7 500	7,8%
ESPAGNE	31 900	7,5%	40 500	9,0%
FINLANDE	1 600	2,6%	2 100	2,8%
GRECE	1 900	6,1%	2 200	6,3%
IRLANDE	1 400	2,3%	1 400	1,9%
ISLANDE	100	1,2%	100	1,4%
ITALIE	38 000	4,9%	46 500	5,3%
NORVEGE	2 600	3,0%	2 900	3,4%
PAYS BAS	12 200	5,1%	17 900	4,9%
PORTUGAL	3 900	6,2%	3 900	6,3%
ROYAUME-UNI	54 100	4,2%	46 700	3,9%
SUEDE	3 400	2,3%	4 400	2,7%
SUISSE	6 600	3,8%	7 800	4,0%
TOTAL EUROPE OCCIDENTALE (18 PAYS)	383 000	5,7%	446 000	6,2%
CROATIE	1 300	7,2%	1 800	8,2%
HONGRIE	1 300	4,0%	1 000	3,0%
POLOGNE	5 800	3,5%	7 200	4,3%
REP.TCHEQUE	3 700	4,3%	3 400	3,4%
SLOVAQUIE	1 900	5,6%	1 500	4,1%
SLOVENIE	2 300	7,3%	2 200	6,8%
TOTAL PECO	16 300	4,4%	17 200	4,4%
PAYS BALTES	1 000	4,0%	800	3,3%
BULGARIE + ROUMANIE	900	1,9%	1 300	2,4%
MALTE + CHYPRE	100	1,9%	200	1,7%
TOTAL EUROPE 30 PAYS	401 200	5,6%	465 500	6,0%

Groupe PSA Peugeot Citroën – Production par modèle

<i>Voitures particulières et VUL</i>	Janv. à Juin 2013	Janv. à Juin 2012
Marque Peugeot		
iOn	100	1 800
107	34 200	44 500
206	42 000	106 000
207	39 300	99 700
208	183 600	90 000
2008	19 300	-
301	42 000	200
307	9 300	24 300
308	117 600	132 700
3008	75 100	59 200
5008	25 800	28 900
405	-	107 900
408	46 600	32 100
508	48 800	66 000
807	1 800	3 000
4007	-	2 300
4008	2 900	7 000
RCZ	4 600	5 600
Bipper	12 500	12 700
Partner	79 200	72 900
Expert	12 900	14 700
Boxer	27 500	26 000
TOTAL	825 100	937 300
Marque Citroën		
C-Zero	100	1 800
C1	36 900	38 200
C2	6 800	7 100
DS3	41 900	36 600
C3	138 800	168 400
ZX	34 100	29 200
C-Elysée	25 800	200
Xsara	-	1 800
C4	191 200	179 200
DS4	18 800	15 600
C5	33 300	36 000
DS5	12 600	16 800
C6	-	700
C8	1 600	2 300
C-Crosser	-	2 300
C4-Aircross	4 200	11 300
Nemo	9 900	14 100
Berlingo	75 800	71 500
Jumpy	13 400	12 400
Jumper	21 800	22 100
TOTAL	667 200	667 700
PSA Peugeot Citroën	1 492 400	1 605 000

Conception & réalisation  Labrador +33 (0)1 53 06 30 80

Ce document a été imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert sur un papier recyclable, exempt de chlore élémentaire, certifié PEFC, à base de pâtes provenant de forêts gérées durablement sur un plan environnemental, économique et social.



PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 354 848 992 euros.
Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée
751 16 Paris – France
R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021
Tél. : + 33 (0)1 40 66 55 11 – Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14
www.psa-peugeot-citroen.com